

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2015/203736]

10 AOUT 2015. — Loi-programme (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

## TITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

## TITRE 2. — *Affaires sociales*

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994*

### Section 1<sup>re</sup>. — *Objectif budgétaire*

**Art. 2.** Dans l'article 40, § 1<sup>er</sup>, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2014, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'année 2015, l'objectif budgétaire annuel global est fixé à 23.851.797 milliers d'euros. A partir de 2016, le montant de l'objectif budgétaire annuel global correspond au montant de l'objectif budgétaire annuel global de l'année précédente, majoré d'une norme de croissance réelle de 1,5 p.c., ainsi que du montant qui correspond au surcoût dans l'année budgétaire de l'indexation des salaires, des interventions de l'assurance, des tarifs et des prix tels que prévus par ou en vertu de la présente loi coordonnée. Pour l'année 2016, le montant de l'objectif budgétaire annuel global de l'année précédente est en outre d'abord diminué de l'impact du financement des investissements dans l'infrastructure et les services médico-techniques des hôpitaux tels que définis dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Pour l'année 2016, le montant de l'objectif budgétaire annuel global est augmenté de 14.456 milliers d'euros supplémentaires. Cette augmentation supplémentaire fait partie intégrante de l'objectif budgétaire annuel global pour l'année 2016. ».

### Section 2. — *Frais d'administration des organismes assureurs*

**Art. 3.** A l'article 195, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2013, les première et deuxième phrases sont remplacées par ce qui suit :

« Le montant des frais d'administration des cinq unions nationales est fixé à 766.483.000 EUR pour 2003, 802.661.000 EUR pour 2004, 832.359.000 EUR pour 2005, 863.156.000 EUR pour 2006, 895.524.000 EUR pour 2007, 929.160.000 EUR pour 2008, 972.546.000 EUR pour 2009, 1.012.057.000 EUR pour 2010, 1.034.651.000 EUR pour 2011, 1.029.840.000 EUR pour 2012, 1.027.545.000 EUR pour 2013, 1.052.317.000 EUR pour 2014 et 1.070.012.000 EUR pour 2015. Pour la caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges, ce montant est fixé à 13.195.000 EUR pour 2003, 13.818.000 EUR pour 2004, 14.329.000 EUR pour 2005, 14.859.000 EUR pour 2006, 15.416.000 EUR pour 2007, 15.995.000 EUR pour 2008, 16.690.000 EUR pour 2009, 17.368.000 EUR pour 2010, 17.770.000 EUR pour 2011, 17.687.000 EUR pour 2012, 17.648.000 EUR pour 2013, 18.073.000 EUR pour 2014 et 18.377.000 EUR pour 2015. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2015/203736]

10 AUGUSTUS 2015. — Programmawet (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

## TITEL 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

## TITEL 2. — *Sociale Zaken*

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994*

### Afdeling 1. — *Begrotingsdoelstelling*

**Art. 2.** In artikel 40, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« Voor het jaar 2015 wordt de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling vastgesteld op 23.851.797 duizend euro. Vanaf 2016 stemt het bedrag van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling overeen met het bedrag van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het vorige jaar, vermeerderd met een reële groeinorm van 1,5 pct. en vermeerderd met het bedrag dat overeenstemt met de meerkosten in het begrotingjaar van de indexering van de lonen, verzekeringstegemoetkomingen, tarieven en prijzen bepaald bij of krachtens deze gecoördineerde wet. Voor het jaar 2016 wordt daarenboven het bedrag van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het vorige jaar eerst verminderd met de impact van de financiering van de investeringen in de infrastructuur en de medisch-technische diensten van de ziekenhuizen zoals omschreven in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Voor het jaar 2016 wordt het bedrag van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling bijkomend verhoogd met 14.456 duizend euro. Deze bijkomende verhoging maakt integraal deel uit van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling voor het jaar 2016. ».

### Afdeling 2. — *Administratiekosten van de verzekeringsinstellingen*

**Art. 3.** In artikel 195, § 1, 2<sup>o</sup>, derde lid van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 december 2013, worden de eerste en de tweede zin vervangen als volgt :

« Het bedrag van de administratiekosten van de vijf landsbonden wordt vastgesteld op 766.483.000 EUR voor 2003, 802.661.000 EUR voor 2004, 832.359.000 EUR voor 2005, 863.156.000 EUR voor 2006, 895.524.000 EUR voor 2007, 929.160.000 EUR voor 2008, 972.546.000 EUR voor 2009, 1.012.057.000 EUR voor 2010, 1.034.651.000 EUR voor 2011, 1.029.840.000 EUR voor 2012, 1.027.545.000 EUR voor 2013, 1.052.317.000 EUR voor 2014 en 1.070.012.000 EUR voor 2015. Voor de Kas voor geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen wordt dit bedrag vastgesteld op 13.195.000 EUR voor 2003, 13.818.000 EUR voor 2004, 14.329.000 EUR voor 2005, 14.859.000 EUR voor 2006, 15.416.000 EUR voor 2007, 15.995.000 EUR voor 2008, 16.690.000 EUR voor 2009, 17.368.000 EUR voor 2010, 17.770.000 EUR voor 2011, 17.687.000 EUR voor 2012, 17.648.000 EUR voor 2013, 18.073.000 EUR voor 2014 en 18.377.000 EUR voor 2015. ».

CHAPITRE 2. — *Lutte contre la fraude sociale*Section 1<sup>re</sup>. — Enregistrement des présences dans le secteur de la viandeSous-section 1<sup>re</sup>. — Enregistrement des présences

**Art. 4.** Un enregistrement des présences est instauré pour les travailleurs occupés sur les lieux de travail où sont effectuées les activités relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire ou de la Commission paritaire du commerce alimentaire qui sont soumises à l'obligation de déclaration des contrats visés à l'article 30<sup>ter</sup>, § 7, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

**Art. 5.** Pour l'application de la présente section l'on entend par :

1° travailleurs :

— les travailleurs salariés et assimilés visés à la loi précitée du 27 juin 1969;

— les travailleurs indépendants et leurs aidants visés à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

— les travailleurs salariés et indépendants détachés visés aux articles 139 et suivants de la loi-programme du 27 décembre 2006;

2° employeurs : les personnes qui occupent les personnes visées au 1°, premier et troisième tiret;

3° activités : les activités visées à l'article 4;

4° lieux de travail : le ou les endroits (un abattoir, un atelier de découpe ou une entreprise de préparation de viande ou de produits à base de viande et qui ont obtenu une reconnaissance de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire à cette fin) où sont réalisés les activités visées à l'article 4;

5° donneur d'ordre : quiconque donne ordre d'exécuter ou de faire exécuter des travaux pour un prix. Est assimilé au donneur d'ordre la personne physique ou morale qui assure la gestion des lieux de travail si cette personne est distincte du donneur d'ordre;

6° entrepreneur :

— quiconque s'engage, pour un prix, à exécuter ou à faire exécuter des activités visées à l'article 4 pour un donneur d'ordre;

— chaque sous-traitant par rapport aux sous-traitants suivants;

7° sous-traitant : quiconque s'engage, soit directement, soit indirectement, à quelque stade que ce soit, à exécuter ou à faire exécuter pour un prix l'activité ou une partie de l'activité confiée à l'entrepreneur ou à mettre des travailleurs à disposition à cet effet.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Pour chaque lieu de travail, la présence de chaque travailleur, comme déterminée à l'article 5, 1°, est enregistrée :

1° au moyen d'un système électronique d'enregistrement de présence, ci-après dénommé le système d'enregistrement, ou;

2° par l'utilisation ou la mise à disposition de leurs sous-traitants d'une autre méthode d'enregistrement automatique, pour autant qu'elle offre des garanties équivalentes à celles du système d'enregistrement visé au 1° et que la preuve soit fournie que les personnes qui se présentent sur les lieux de travail soient effectivement enregistrées.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les garanties équivalentes auxquelles l'enregistrement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, doit répondre au minimum.

Le système d'enregistrement, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, comprend :

1° une base de données : la banque de données informatique gérée par l'autorité qui rassemble des données déterminées en vue du contrôle et de l'exploitation de ces données;

2° un appareil d'enregistrement : l'appareil dans lequel les données peuvent être enregistrées et qui permet d'envoyer ces données à la base de données ou un système qui permet d'enregistrer les données précitées et de les envoyer à la base de données;

3° un moyen d'enregistrement : le moyen que chaque personne physique doit utiliser pour prouver son identité lors de l'enregistrement.

HOOFDSTUK 2. — *Strijd tegen de sociale fraude*

## Afdeling 1. — Aanwezigheidsregistratie in de vleessector

## Onderafdeling 1. — Aanwezigheidsregistratie

**Art. 4.** Er wordt een aanwezigheidsregistratie ingevoerd voor de werknemers die tewerkgesteld zijn op de arbeidsplaatsen waar activiteiten verricht worden die vallen onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de voedingsnijverheid of het paritair comité voor de handel in voedingswaren die onderworpen zijn aan de verplichte melding van de overeenkomsten bedoeld in artikel 30<sup>ter</sup>, § 7, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

**Art. 5.** Voor de bepaling van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° tewerkgestelden :

— de werknemers en daarmee gelijkgestelden bedoeld in voornoemde wet van 27 juni 1969;

— de zelfstandigen en hun helpers bedoeld in het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

— de gedetacheerde werknemers en zelfstandigen bedoeld in de artikelen 139 en volgende van de programmawet van 27 december 2006;

2° werkgevers : de personen die de personen bedoeld in 1°, eerste en derde streepje, tewerkstellen;

3° activiteiten : de activiteiten bedoeld in artikel 4;

4° arbeidsplaatsen : de plaats of de plaatsen (een slachthuis, een uitsnijderij of een bedrijf voor vleesbereidingen of bereidingen van vleesproducten en die te dien einde een erkenning van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen hebben verkregen) waar de activiteiten bedoeld in artikel 4 uitgevoerd worden;

5° opdrachtgever : eenieder die de opdracht geeft om tegen een prijs werken uit te voeren of te laten uitvoeren. Wordt met de opdrachtgever gelijkgesteld, de natuurlijke persoon of rechtspersoon die voor het beheer van de arbeidsplaatsen instaat, als deze persoon niet dezelfde als de opdrachtgever is;

6° aannemer :

— eenieder die zich ertoe verbindt om tegen een prijs voor een opdrachtgever activiteiten bedoeld in artikel 4 uit te voeren of te laten uitvoeren;

— iedere onderaannemer ten overstaan van de na hem komende onderaannemers;

7° onderaannemer : eenieder die zich ertoe verbindt, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, in welke fase ook, tegen een prijs de aan de aannemer toevertrouwde activiteit of een onderdeel ervan uit te voeren of te laten uitvoeren of daartoe tewerkgestelden ter beschikking te stellen.

**Art. 6.** § 1. Voor elke arbeidsplaats wordt de aanwezigheid van elke tewerkgestelde, zoals bepaald in artikel 5, 1°, geregistreerd :

1° door middel van een elektronisch aanwezigheidsregistratiesysteem, hierna het registratiesysteem genoemd, of;

2° door een andere automatische registratiewijze te gebruiken of ter beschikking te stellen van hun onderaannemers, voor zover zij gelijkwaardige waarborgen biedt als het registratiesysteem bedoeld in de bepaling onder 1° en het bewijs geleverd wordt dat de personen die zich aanmelden op de arbeidsplaatsen daadwerkelijk worden geregistreerd.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gelijkwaardige waarborgen waaraan de in het eerste lid, 2°, bedoelde registratie ten minste moet beantwoorden.

Het registratiesysteem, bedoeld in het eerste lid, 1°, omvat :

1° een gegevensbank : de gegevensbank beheerd door de overheid die bepaalde gegevens verzamelt met het oog op de controle en het gebruik van deze gegevens;

2° een registratieapparaat : het apparaat waarin de gegevens kunnen geregistreerd worden en dat toelaat om deze gegevens te verzenden naar de gegevensbank of een systeem dat toelaat om de voormelde gegevens te registreren en te verzenden naar de gegevensbank;

3° een registratiemiddel : het middel dat elke natuurlijke persoon moet gebruiken om zijn identiteit te bewijzen bij de registratie.

§ 2. Le système d'enregistrement, visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et la méthode d'enregistrement, visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, reprend les données suivantes :

- 1<sup>o</sup> les données d'identification de la personne physique;
- 2<sup>o</sup> l'adresse des lieux de travail;
- 3<sup>o</sup> la qualité dans laquelle un travailleur effectue des prestations sur les lieux de travail;
- 4<sup>o</sup> les données d'identification de l'employeur, lorsque la personne physique est un travailleur salarié;
- 5<sup>o</sup> quand la personne physique est un travailleur indépendant, les données d'identification de la personne physique ou morale sur commande de laquelle un travail est exécuté;
- 6<sup>o</sup> le moment de l'enregistrement.

Les données visées dans le présent article sont des données sociales à caractère personnel visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Les données sont envoyées à une base de données qui est tenue par l'Office national de Sécurité sociale. L'Office est le responsable du traitement des données visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Le système d'enregistrement garantit que les données ne peuvent plus être modifiées imperceptiblement après leur envoi et que leur intégrité est maintenue.

§ 3. Après avis de la Commission de la protection de la vie privée, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et les modalités auxquelles doit répondre le système d'enregistrement et notamment :

- 1<sup>o</sup> les caractéristiques du système;
- 2<sup>o</sup> les modalités relatives à la tenue à jour du système;
- 3<sup>o</sup> les renseignements relatifs aux données à reprendre par le système;
- 4<sup>o</sup> les modalités de l'envoi des données, en particulier le moment précis de l'envoi;
- 5<sup>o</sup> les différents moyens d'enregistrement et leurs spécifications techniques qui sont autorisés pour s'enregistrer;
- 6<sup>o</sup> les données qui ne doivent pas être enregistrées si elles sont déjà disponibles ailleurs de manière électronique pour l'autorité et qui peuvent être utilisées dans le cadre de la présente loi.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le donneur d'ordre ou la personne assimilée met le système d'enregistrement à la disposition des entrepreneurs auxquels il fait appel, sauf s'il est convenu de commun accord que l'entrepreneur applique une autre méthode similaire d'enregistrement visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Tout entrepreneur auquel le donneur d'ordre ou la personne assimilée fait appel est tenu d'utiliser le système d'enregistrement mis à sa disposition par le donneur d'ordre ou la personne assimilée et de le mettre à la disposition des sous-traitants auxquels il fait appel ou d'appliquer la méthode d'enregistrement visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Tout sous-traitant auquel un entrepreneur visé à l'alinéa 2 fait appel est tenu d'utiliser le système d'enregistrement mis à sa disposition par l'entrepreneur et de le mettre à la disposition des sous-traitants auxquels il fait appel ou d'appliquer la méthode d'enregistrement visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Tout sous-traitant auquel un sous-traitant visé à l'alinéa 3 fait appel ou auquel tout sous-traitant suivant fait appel est tenu d'utiliser l'appareil d'enregistrement qui est mis à sa disposition par le sous-traitant avec lequel il a conclu un contrat et de le mettre à la disposition des sous-traitants auxquels il fait appel ou d'appliquer la méthode d'enregistrement visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

§ 2. Si l'enregistrement se fait par un appareil d'enregistrement sur le lieu de travail, les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont responsables de la livraison, de l'installation et du bon fonctionnement de l'appareil d'enregistrement sur le lieu de travail.

Si l'enregistrement se fait à un autre endroit, elles prennent les mesures nécessaires afin que cet enregistrement présente les mêmes garanties que l'enregistrement qui se fait sur le lieu de travail.

Le Roi peut, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, préciser les mesures visées par le présent paragraphe.

§ 2. Het registratiesysteem bedoeld in § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, en de registratiewijze, bedoeld in § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, geeft de volgende gegevens weer :

- 1<sup>o</sup> de identificatiegegevens van de natuurlijke persoon;
- 2<sup>o</sup> het adres van de arbeidsplaatsen;
- 3<sup>o</sup> de hoedanigheid waarin een tewerkgestelde prestaties op de arbeidsplaatsen verricht;
- 4<sup>o</sup> de identificatiegegevens van de werkgever, wanneer de natuurlijke persoon een werknemer is;
- 5<sup>o</sup> wanneer de natuurlijke persoon een zelfstandige is, de identificatiegegevens van de natuurlijke persoon of rechtspersoon in wiens opdracht een werk wordt uitgevoerd;
- 6<sup>o</sup> het tijdstip van de registratie.

De gegevens bedoeld in dit artikel zijn sociale gegevens van persoonlijke aard zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 6<sup>o</sup>, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

De gegevens worden doorgestuurd naar een gegevensbank die bijgehouden wordt door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. De Rijksdienst is de verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens zoals bedoeld in artikel 1, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Het registratiesysteem waarborgt dat de gegevens niet meer onmerkbaar gewijzigd kunnen worden na het doorsturen ervan en dat hun integriteit gehandhaafd wordt.

§ 3. Na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en de nadere regels waaraan het registratiesysteem moet beantwoorden en bepaalt Hij inzonderheid :

- 1<sup>o</sup> de eigenschappen van het systeem;
- 2<sup>o</sup> de nadere regels betreffende het bijhouden van het systeem;
- 3<sup>o</sup> de inlichtingen betreffende de gegevens die moeten worden opgenomen in het systeem;
- 4<sup>o</sup> de nadere regels voor het doorsturen van de gegevens, inzonderheid het precieze tijdstip van doorsturen;
- 5<sup>o</sup> de verschillende registratiemiddelen en hun technische specificaties die toegelaten zijn om zich te registreren;
- 6<sup>o</sup> de gegevens welke niet moeten geregistreerd worden indien ze reeds op elektronische wijze elders beschikbaar zijn voor de overheid en gebruikt kunnen worden in het kader van deze wet.

**Art. 7. § 1.** De opdrachtgever of de daarmee gelijkgestelde persoon stelt het registratiesysteem ter beschikking van de aannemers op wie hij een beroep doet, tenzij er onderling werd overeengekomen dat de aannemer een andere gelijkwaardige registratiewijze bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, toepast.

Elke aannemer op wie de opdrachtgever of de daarmee gelijkgestelde persoon een beroep doet, is ertoe gehouden het door de opdrachtgever of de daarmee gelijkgestelde persoon ter beschikking gestelde registratiesysteem te gebruiken en het ter beschikking te stellen van de onderaannemers op wie hij een beroep doet of de registratiewijze bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, toe te passen.

Elke onderaannemer op wie een aannemer bedoeld in het tweede lid een beroep doet, is ertoe gehouden het hem door de aannemer ter beschikking gestelde registratiesysteem te gebruiken en het ter beschikking te stellen van de onderaannemers op wie hij een beroep doet, of de registratiewijze bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, toe te passen.

Elke onderaannemer op wie een onderaannemer bedoeld in het derde lid of op wie elke volgende onderaannemer een beroep doet, is ertoe gehouden het hem door de onderaannemer met wie hij een overeenkomst heeft gesloten ter beschikking gestelde registratieapparaat te gebruiken en het ter beschikking te stellen van de onderaannemers op wie hij een beroep doet, of de registratiewijze bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, toe te passen.

§ 2. Indien de registratie via een registratieapparaat op de arbeidsplaats gebeurt, zijn de in paragraaf 1 bedoelde personen verantwoordelijk voor de levering, de plaatsing en de goede werking van het registratieapparaat op de arbeidsplaats.

Indien de registratie gebeurt op een andere plaats, treffen zij de nodige maatregelen opdat deze registratie dezelfde waarborgen biedt als de registratie die op de arbeidsplaats gebeurt.

De Koning kan, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de maatregelen bedoeld in deze paragraaf nader bepalen.

**Art. 8.** Tout entrepreneur et tout sous-traitant veille à ce que les données visées à l'article 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, qui se rapportent à son entreprise, soient effectivement et correctement enregistrées et transmises vers la base de données.

Tout entrepreneur ou sous-traitant qui fait appel à un sous-traitant prend des mesures afin que son cocontractant enregistre toutes les données effectivement et correctement et les transmette vers la base de données.

Tout entrepreneur et tout sous-traitant veille à ce que chaque travailleur soit enregistré avant de pénétrer, pour son compte, sur le lieu de travail.

Le Roi peut, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, préciser les mesures visées à l'alinéa 2.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne visée à l'article 5, 1<sup>o</sup>, qui se présente sur un lieu de travail est tenue d'enregistrer immédiatement et quotidiennement sa présence sur le lieu de travail.

§ 2. L'employeur est responsable de la remise du moyen d'enregistrement à ses travailleurs salariés, qui est compatible avec l'appareil d'enregistrement utilisé sur le lieu de travail.

Le donneur d'ordre ou la personne assimilée, l'entrepreneur ou le sous-traitant qui fait appel à un indépendant est responsable de la remise du moyen d'enregistrement à l'indépendant, qui est compatible avec l'appareil d'enregistrement utilisé sur le lieu de travail.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, ce qu'il faut entendre par cette compatibilité.

§ 3. Si l'enregistrement se fait à un autre endroit que le lieu de travail, le paragraphe 1<sup>er</sup> ne s'applique pas.

Dans ce cas, les personnes visées au § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, prennent les mesures nécessaires pour que l'enregistrement se fasse effectivement et qu'il présente les mêmes garanties que l'enregistrement qui se fait sur le lieu de travail.

Le maître du fichier contrôle si l'enregistrement présente les mêmes garanties que l'enregistrement qui se fait sur le lieu de travail.

**Art. 10.** Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, les inspecteurs sociaux et les institutions de sécurité sociale peuvent, moyennant une autorisation préalable de la section sécurité sociale du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé visée à l'article 37 de la même loi, consulter les données reprises dans le système d'enregistrement, les échanger entre eux et les utiliser dans le cadre de l'exercice de leurs missions attribuées en vertu de la loi.

Les inspecteurs sociaux peuvent, de leur propre initiative ou sur demande, communiquer les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> à des services d'inspection étrangers.

Le Roi détermine, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et les modalités selon lesquelles les données peuvent être consultées dans la base de données par :

1<sup>o</sup> chaque travailleur visé à l'article 5, 1<sup>o</sup>, pour ses propres prestations;

2<sup>o</sup> le donneur d'ordre visé à l'article 5, 4<sup>o</sup>, s'agissant des travailleurs occupés à exécuter des activités qu'il leur a confiées;

3<sup>o</sup> l'entrepreneur pour ses propres travailleurs salariés et les sous-traitants intervenant sur le lieu de travail où il est lui-même occupé à exercer les activités visées à l'article 4;

4<sup>o</sup> chaque sous-traitant pour ses propres travailleurs salariés et ses sous-traitants intervenant sur le lieu de travail où il est lui-même occupé à exercer des activités visées à l'article 4.

**Art. 11.** Les obligations en relation avec l'enregistrement de présences qui sont en vigueur en application de l'article 19 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, sont à charge de l'utilisateur.

**Art. 8.** Elke aannemer en elke onderaannemer ziet erop toe dat de in artikel 6, § 2, eerste lid, bedoelde gegevens die betrekking hebben op zijn onderneming, daadwerkelijk en correct worden geregistreerd en doorgestuurd naar de gegevensbank.

Elke aannemer of onderaannemer die een beroep doet op een onderaannemer, treft maatregelen opdat zijn medecontractant alle gegevens daadwerkelijk en correct registreert en doorstuurt naar de gegevensbank.

Elke aannemer en elke onderaannemer ziet erop toe dat elke tewerkgestelde die in zijn opdracht de arbeidsplaats zal betreden, wordt geregistreerd, vooraleer die te betreden.

De Koning kan, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de maatregelen bedoeld in het tweede lid nader bepalen.

**Art. 9.** § 1. Elke persoon bedoeld in artikel 5, 1<sup>o</sup>, die zich op een arbeidsplaats aanbiedt, is ertoe gehouden onmiddellijk en dagelijks zijn aanwezigheid op de arbeidsplaats te registreren.

§ 2. De werkgever is verantwoordelijk voor de aflevering van het registratiemiddel aan zijn werknemers, dat compatibel is met het op de arbeidsplaats gebruikte registratieapparaat.

De opdrachtgever of de daarmee gelijkgestelde persoon, de aannemer of de onderaannemer die een beroep doet op een zelfstandige is verantwoordelijk voor de aflevering van het registratiemiddel aan deze zelfstandige, dat compatibel is met het op de arbeidsplaats gebruikte registratieapparaat.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat er onder deze compatibiliteit wordt verstaan.

§ 3. Indien de registratie gebeurt op een andere plaats dan de arbeidsplaats, is paragraaf 1 niet van toepassing.

In dat geval treffen de in § 2, eerste en tweede lid, bedoelde personen de nodige maatregelen opdat deze registratie daadwerkelijk gebeurt en dezelfde waarborgen biedt als de registratie die gebeurt op de arbeidsplaats.

De houder van het bestand controleert of de registratie dezelfde waarborgen biedt als de registratie die gebeurt op de arbeidsplaats.

**Art. 10.** Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid kunnen de sociale inspecteurs en de instellingen van sociale zekerheid, mits een voorafgaande machtiging verkregen wordt van de afdeling sociale zekerheid van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid bedoeld in artikel 37 van dezelfde wet, de gegevens die opgenomen zijn in het registratiesysteem raadplegen, onderling uitwisselen en gebruiken in het kader van de uitoefening van de hun krachtens de wet toegewezen opdrachten.

De sociale inspecteurs kunnen, op eigen initiatief of op verzoek, de in het eerste lid bedoelde gegevens meedelen aan buitenlandse inspectie-diensten.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en de nadere regels waaronder de gegevens in de gegevensbank kunnen geraadpleegd worden door :

1<sup>o</sup> elke tewerkgestelde, bedoeld in artikel 5, 1<sup>o</sup>, voor zijn eigen prestaties;

2<sup>o</sup> de opdrachtgever, bedoeld in artikel 5, 4<sup>o</sup>, voor wat betreft de personen die tewerkgesteld worden om de door hem aan hen toevertrouwde activiteiten uit te voeren;

3<sup>o</sup> de aannemer voor zijn eigen werknemers en de onderaannemers die optreden op de arbeidsplaats waar hij zelf tewerkgesteld is om de in artikel 4 beoogde activiteiten uit te oefenen;

4<sup>o</sup> elke onderaannemer voor zijn eigen werknemers en zijn onderaannemers die optreden op de arbeidsplaats waar hij zelf tewerkgesteld is om de in artikel 4 bedoelde activiteiten uit te oefenen.

**Art. 11.** De verplichtingen in verband met de aanwezigheidsregistratie die met toepassing van artikel 19 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers gelden, zijn ten laste van de gebruiker.

## Sous-section 2. — Surveillance

**Art. 12.** Les infractions aux dispositions de la présente section et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 39 du Code pénal social lorsqu'ils agissent, d'initiative ou sur demande, dans le cadre de leur mission d'information, de médiation et de surveillance relative au respect des dispositions de la présente section et de ses arrêtés d'exécution.

## Sous-section 3. — Modifications du Code pénal social

**Art. 13.** Dans le livre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code pénal social il est inséré une section 5 intitulée "Section 5. Obligation d'enregistrement sur les lieux de travail".

**Art. 14.** Dans la section 5, insérée par l'article 13, il est inséré un article 137/1 rédigé comme suit :

« Art. 137/1. Enregistrement sur les lieux de travail

Est puni d'une sanction de niveau 3 :

1° le donneur d'ordre ou la personne assimilée, son préposé ou son mandataire qui a commis une infraction à l'article 6, à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, et à l'article 9, § 2, alinéa 2, et § 3, de la loi-programme du 10 août 2015 et aux arrêtés d'exécution;

2° les entrepreneurs et les sous-traitants, leurs préposés ou leurs mandataires qui ont commis une infraction à l'article 6, à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 à 4, et § 2, à l'article 8 et à l'article 9, § 2, alinéa 2, et § 3, de la loi-programme du 10 août 2015 et aux arrêtés d'exécution;

3° l'employeur, son préposé ou son mandataire qui a commis une infraction à l'article 9, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 3, de la loi-programme du 10 août 2015 et aux arrêtés d'exécution.

En ce qui concerne les infractions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> l'amende est multipliée par le nombre de personnes concernées par cette infraction. ».

**Art. 15.** Dans la même section 5, il est inséré un article 137/2 rédigé comme suit :

« Art. 137/2. Obligation d'enregistrement des travailleurs sur les lieux de travail

Est puni d'une sanction de niveau 1, le travailleur visé à l'article 5, 1<sup>o</sup>, de la loi-programme du 10 août 2015 qui, en contravention à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 10 août 2015, se présente sur un lieu de travail et n'enregistre pas immédiatement et quotidiennement sa présence sur le lieu de travail. ».

## Sous-section 4. — Disposition finale

**Art. 16.** La présente section produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

## Section 2. — Lutte contre la fraude au domicile

**Art. 17.** L'article 23 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, remplacé par la loi du 6 décembre 2000 et modifié par la loi du 6 juin 2010, est abrogé.

Section 3. — Extension de la responsabilité solidaire subsidiaire pour l'ONSS et le fisc de l'entrepreneur principal au maître d'ouvrage

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Modification de l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

**Art. 18.** A l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par la loi du 27 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 8 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 3, alinéa 5, les mots "ou le donneur d'ordre" sont insérés entre les mots "L'entrepreneur" et les mots "sans personnel";

2° dans le § 3, alinéa 6, les mots "ou le donneur d'ordre" sont insérés entre les mots "L'entrepreneur" et les mots "identifié à l'Office national de Sécurité sociale";

## Onderafdeling 2. — Toezicht

**Art. 12.** De inbreuken op de bepalingen van deze afdeling en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig het Sociaal Strafwetboek.

De sociaal inspecteurs beschikken over de in de artikelen 23 tot 39 van het Sociaal Strafwetboek bedoelde bevoegdheden wanneer zij, ambtshalve of op verzoek, optreden in het kader van hun opdracht tot informatie, bemiddeling en toezicht inzake de naleving van de bepalingen van deze afdeling en de uitvoeringsbesluiten ervan.

## Onderafdeling 3. — Wijzigingen van het Sociaal Strafwetboek

**Art. 13.** In boek 2, hoofdstuk 1, van het Sociaal Strafwetboek wordt een afdeling 5 ingevoegd, luidende "Afdeling 5. Registratieplicht op de arbeidsplaatsen".

**Art. 14.** In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 13, wordt een artikel 137/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 137/1. Registratie op de arbeidsplaatsen

Met een sanctie van niveau 3 wordt bestraft :

1° de opdrachtgever of de gelijkgestelde, zijn aangestelde of lasthebber die een inbreuk heeft gepleegd op artikel 6, artikel 7, § 1, eerste lid, en § 2, en artikel 9, § 2, tweede lid, en § 3, van de programmawet van 10 augustus 2015 en de uitvoeringsbesluiten;

2° de aannemers en de onderaannemers, hun aangestelden of lasthebbers die een inbreuk hebben gepleegd op artikel 6, artikel 7, § 1, tweede tot vierde lid, en § 2, artikel 8 en artikel 9, § 2, tweede lid, en § 3, van de programmawet van 10 augustus 2015 en de uitvoeringsbesluiten;

3° de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber die een inbreuk heeft gepleegd op artikel 9, § 2, eerste lid, en § 3, van de programmawet van 10 augustus 2015 en de uitvoeringsbesluiten.

Voor de inbreuken bedoeld in het eerste lid wordt de geldboete vermenigvuldigd met het aantal bij de inbreuk betrokken personen. ».

**Art. 15.** In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel 137/2 ingevoegd luidende :

« Art. 137/2. Registratieplicht van de tewerkgestelden op de arbeidsplaatsen

Met een sanctie van niveau 1 wordt bestraft de tewerkgestelde bedoeld in artikel 5, 1<sup>o</sup>, van de programmawet van 10 augustus 2015 die zich, in strijd met artikel 9, § 1, van de programmawet van 10 augustus 2015, aanbiedt op een arbeidsplaats en zijn aanwezigheid niet onmiddellijk en dagelijks registreert op de arbeidsplaats. ».

## Onderafdeling 4. — Slotbepaling

**Art. 16.** Deze afdeling heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2015.

## Afdeling 2. — Bestrijding domiciliefraude

**Art. 17.** Artikel 23 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, vervangen bij de wet van 6 december 2000 en gewijzigd bij de wet van 6 juni 2010, wordt opgeheven.

Afdeling 3. — Uitbreiding van de subsidiaire hoofdelijke aansprakelijkheid voor de RSZ en de fiscus van de hoofdaannemer tot de opdrachtgever

Onderafdeling 1. — Wijziging van artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

**Art. 18.** In artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen bij de wet van 27 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, vijfde lid, worden de woorden "of de opdrachtgever" ingevoegd tussen de woorden "De aannemer" en de woorden "zonder personeel";

2° in § 3, zesde lid, worden de woorden "of de opdrachtgever" ingevoegd tussen de woorden "De aannemer" en de woorden "die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid";

3° dans le § 3/1, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "le donneur d'ordre," sont insérés entre les mots "pas totalement été effectué," et les mots "l'entrepreneur";

4° dans le § 3/1, alinéa 3, les mots "et en dernier lieu à l'égard du donneur d'ordre" sont insérés entre les mots "à un stade précédent" et les mots ", lorsque l'entrepreneur".

Sous-section 2. — Modification de l'article 402 du Code des impôts sur les revenus 1992

**Art. 19.** A l'article 402, § 8, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "le commettant qui donne ordre d'exécuter ou de faire exécuter des travaux visés à l'article 400, 1°, a, pour un prix," sont insérés entre les mots "n'a pas ou pas totalement été effectué," et les mots "l'entrepreneur visé à";

2° dans l'alinéa 3, les mots "et en dernier lieu à l'égard du commettant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>," sont insérés entre les mots "à un stade précédent" et les mots ", lorsque l'entrepreneur".

Section 4. — Doublement des amendes administratives pour affiliations fictives en tant qu'indépendants

**Art. 20.** Dans l'article 17bis, § 1<sup>er</sup>bis, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, inséré par la loi du 23 décembre 2009 et modifié par la loi du 27 décembre 2012, les mots "au montant de la cotisation provisoire" sont remplacés par les mots "à deux fois le montant de la cotisation trimestrielle provisoire".

Section 5. — Suspension des allocations pour détenus – Modification de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

**Art. 21.** L'article 105 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par l'arrêté royal du 5 novembre 2002, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 105. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles l'octroi des indemnités est suspendu pendant une période de détention ou d'incarcération. Il détermine également les modalités selon lesquelles les données nécessaires à l'application de cette mesure sont communiquées à l'organisme assureur.

Le Roi détermine également dans quelles conditions et dans quelle mesure les indemnités sont accordées lorsque le titulaire qui n'a pas de personne à charge au sens de l'article 93, alinéa 7, se trouve dans une période de privation de liberté autre que la détention ou l'incarcération. ».

**Art. 22.** L'article 21 produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

CHAPITRE 3. — Financement

Section 1<sup>re</sup>. — Financement alternatif  
Modification de la loi-programme du 2 janvier 2001

**Art. 23.** A l'article 66 de la loi-programme du 2 janvier 2001, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, le 4° est abrogé;

2° dans le paragraphe 3bis, alinéa 4, les mots "ainsi que de 200.000 milliers d'euros au titre d'avance annuelle sur le financement alternatif du coût des titres-services" et la phrase "A partir de 2009, l'avance annuelle sur le financement alternatif du coût des titres-services est portée à 400.000 milliers d'euros." sont abrogés;

3° dans le paragraphe 3octies, au 1°, les mots "diminués de 5.088.202 milliers d'euros" sont remplacés par les mots "diminués de 4.074.824 milliers d'euros";

4° dans le paragraphe 3octies, au 2°, les mots "diminués de 224.737 milliers d'euros" sont remplacés par les mots "diminués de 179.978 milliers d'euros";

5° le paragraphe 15 est abrogé.

3° in § 3/1, eerste lid, worden de woorden "de opdrachtgever," ingevoegd tussen de woorden "niet volledig werd verricht, zullen" en de woorden "de aannemer";

4° in § 3/1, derde lid, worden de woorden "en in de laatste plaats ten opzichte van de opdrachtgever" ingevoegd tussen de woorden "tussenkommende aannemers" en de woorden ", wanneer de in het vorige lid".

Onderafdeling 2. — Wijziging van artikel 402 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

**Art. 19.** In artikel 402, § 8, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de opdrachtgever die de opdracht geeft om tegen een prijs in artikel 400, 1°, a, bedoelde werken uit te voeren of te laten uitvoeren," ingevoegd tussen de woorden "niet of niet volledig werd verricht, zullen" en de woorden "de aannemer bedoeld in";

2° in het derde lid worden de woorden "en in de laatste plaats ten opzichte van de in het eerste lid bedoelde opdrachtgever" ingevoegd tussen de woorden "tussenkommende aannemers" en de woorden ", wanneer de in het vorige lid".

Afdeling 4. — Verdubbeling van de administratieve geldboetes voor fictieve aansluitingen als zelfstandigen

**Art. 20.** In artikel 17bis, § 1bis, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, ingevoegd bij de wet van 23 december 2009 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2012, worden de woorden "aan het bedrag van de voorlopige bijdrage" vervangen door de woorden "aan tweemaal het bedrag van de voorlopige kwartaalbijdrage".

Afdeling 5. — Schorsing van de uitkeringen voor gedetineerden – Wijziging van de wet betreffende verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

**Art. 21.** Artikel 105 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 november 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art.105. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden de toekenning van de uitkeringen wordt geschorst gedurende een periode van hechtenis of gevangenzetting. Hij bepaalt eveneens volgens welke nadere regels de voor de toepassing van deze maatregel noodzakelijke gegevens aan de verzekeringsinstelling worden meegedeeld.

De Koning bepaalt eveneens onder welke voorwaarden en in welke mate de uitkeringen worden toegekend als de gerechtigde die geen persoon ten laste heeft in de zin van artikel 93, zevende lid, in een periode van vrijheidsberoving, andere dan de hechtenis of de gevangenzetting, verkeert. ».

**Art. 22.** Artikel 21 heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2015.

HOOFDSTUK 3. — Financiering

Afdeling 1. — Alternatieve financiering  
Wijziging van de programmawet van 2 januari 2001

**Art. 23.** In artikel 66 van de programmawet van 2 januari 2001, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt de bepaling 4 opgeheven;

2° in paragraaf 3bis, vierde lid, worden de woorden "en met 200.000 duizend euro ten titel van jaarlijks voorschot op de alternatieve financiering van de kostprijs van de dienstencheques" en de zin "Vanaf 2009 wordt het jaarlijks voorschot op de alternatieve financiering van de kostprijs van de dienstencheques gebracht op 400.000 duizend euro." opgeheven;

3° in paragraaf 3octies, 1°, worden de woorden "verminderd met 5.088.202 duizend euro" vervangen door de woorden "verminderd met 4.074.824 duizend euro";

4° in paragraaf 3octies worden in de bepaling onder 2° de woorden "verminderd met 224.737 duizend euro" vervangen door de woorden "verminderd met 179.978 duizend euro";

5° paragraaf 15 wordt opgeheven.

## Section 2. — Financement des soins de santé

**Art. 24.** Dans l'article 24, paragraphe 1<sup>er</sup>bis, alinéa 12, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, inséré par la loi du 19 décembre 2014, les mots "diminué de 1.415.228 milliers d'euros." sont remplacés par les mots "diminués de 1.446.551 milliers d'euros."

**Art. 25.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 15, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre 1<sup>er</sup> du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, inséré par la loi du 19 décembre 2014, les mots "diminué de 141.837 milliers EUR." sont remplacés par les mots "diminués de 145.010 milliers d'euros."

## Section 3. — Entrée en vigueur

**Art. 26.** Le présent chapitre produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## CHAPITRE 4. — Prolongation des primes d'innovation

**Art. 27.** Dans l'article 31, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, modifié par la loi du 17 août 2013, les mots "1<sup>er</sup> janvier 2015" sont chaque fois remplacés par les mots "1<sup>er</sup> janvier 2017".

**Art. 28.** Le présent chapitre produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

CHAPITRE 5. — Modifications de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970

Section 1<sup>re</sup>. — Modification de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

**Art. 29.** Dans l'article 43, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par la loi du 23 avril 2015, le mot "montant" est remplacé par le mot "pourcentage".

**Art. 30.** La présente section entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi.

Section 2. — Modification des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970

**Art. 31.** Dans l'article 46, alinéa 2, des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, inséré par la loi du 23 avril 2015, le mot "montant" est remplacé par le mot "pourcentage".

**Art. 32.** La présente section entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 10 de la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi.

## CHAPITRE 6. — Bonus à l'emploi

**Art. 33.** Dans l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 28 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le montant "1.807,81" est chaque fois remplacé par le montant "1.828,72";

2° les mots "revenu minimum mensuel moyen visée par l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen" sont chaque fois remplacés par les mots "revenu minimum mensuel moyen visée par l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen multiplié par 103 pourcent".

**Art. 34.** Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2015.

## Afdeling 2. — Financiering van de gezondheidszorg

**Art. 24.** In artikel 24, § 1bis, twaalfde lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij wet van 19 december 2014, worden de woorden "verminderd met 1.415.228 duizend euro." vervangen door de woorden "verminderd met 1.446.551 duizend euro."

**Art. 25.** In artikel 6, § 1bis, vijftiende lid, van het koninklijk besluit van 18 november 1996 strekkende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, ingevoegd bij de wet van 19 december 2014, worden de woorden "verminderd met 141.837 duizend euro." vervangen door de woorden "verminderd met 145.010 duizend euro."

## Afdeling 3. — Inwerkingtreding

**Art. 26.** Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

## HOOFDSTUK 4. — Verlenging van de innovatiepremies

**Art. 27.** In artikel 31, eerste en tweede lid, van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, gewijzigd bij de wet van 17 augustus 2013, worden de woorden "1 januari 2015" telkens vervangen door de woorden "1 januari 2017".

**Art. 28.** Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

HOOFDSTUK 5. — Wijzigingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970

## Afdeling 1. — Wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

**Art. 29.** In artikel 43, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingevoegd bij de wet van 23 april 2015, wordt het woord "bedrag" vervangen door het woord "percentage".

**Art. 30.** Deze afdeling treedt in werking de dag waarop artikel 9 van de wet van 23 april 2015 tot verbetering van de werkgelegenheid in werking treedt.

Afdeling 2. — Wijziging van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970

**Art. 31.** In artikel 46, tweede lid, van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, ingevoegd bij de wet van 23 april 2015, wordt het woord "bedrag" vervangen door het woord "percentage".

**Art. 32.** Deze afdeling treedt in werking de dag waarop artikel 10 van de wet van 23 april 2015 tot verbetering van de werkgelegenheid in werking treedt.

## HOOFDSTUK 6. — Werkbonus

**Art. 33.** In artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het getal "1807,81" wordt telkens vervangen door het getal "1828,72";

2° de woorden "gemiddeld minimum maandinkomen zoals bepaald in artikel 3, eerste lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen" worden telkens vervangen door de woorden "gemiddeld minimum maandinkomen zoals bepaald in artikel 3, eerste lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, vermenigvuldigd met 103 procent".

**Art. 34.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 augustus 2015.

**TITRE 3. — Emploi**

CHAPITRE UNIQUE. — *Modification de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays*

**Art. 35.** Dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994, modifié en dernier lieu par la loi du 23 avril 2015, l'intitulé du Titre 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« **TITRE 1<sup>er</sup>.** — *Modération des salaires, traitements et allocations sociales* »

**Art. 36.** Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 1<sup>er</sup>bis, rédigé comme suit :

« Art. 1<sup>er</sup>bis. Ce titre est également d'application aux assurés sociaux. On entend par assurés sociaux les personnes physiques qui ont droit à des prestations sociales, qui y prétendent ou qui peuvent y prétendre, leurs représentants légaux et leurs mandataires. ».

**Art. 37.** Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

**TITRE 4. — Finances**

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Le régime de taxation applicable aux constructions juridiques visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992*

**Art. 38.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le 13<sup>o</sup>, le *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) toute société, association, établissement, organisme ou entité quelconque, qui possède la personnalité juridique et qui, en vertu des dispositions de la législation de l'Etat ou de la juridiction où il est établi, soit, n'y est pas soumis à un impôt sur les revenus, soit, y est soumis à un impôt sur les revenus qui s'élève à moins de 15 p.c. du revenu imposable de cette construction juridique déterminé conformément aux règles applicables pour établir l'impôt belge sur les revenus correspondants.

A l'exception des cas déterminés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les formes juridiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui sont établies dans un Etat ou une juridiction qui fait partie de l'Espace économique européen ne constituent pas des constructions juridiques.

En ce qui concerne les formes juridiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, qui ne sont pas établies dans un Etat ou une juridiction qui fait partie de l'Espace économique européen, le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, d'une manière non limitative, les formes juridiques visées pour des Etats ou des juridictions déterminés qui sont présumées répondre à la définition de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation des arrêtés pris en exécution de l'alinéa 2. Lesdits arrêtés cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois qui suivent la date de leur publication au *Moniteur belge*. La confirmation produit ses effets à cette date. A défaut de cette confirmation endéans le délai précité, l'arrêté est censé n'avoir jamais produit ses effets; »;

2<sup>o</sup> il est inséré un 13<sup>o</sup>/1 rédigé comme suit :

« 13<sup>o</sup>/1 par dérogation au 13<sup>o</sup>, ne constituent pas des constructions juridiques :

*a*) un organisme de placement collectif public ou institutionnel ou un organisme de placement collectif en créances visé à l'article 3, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, ou 7<sup>o</sup>, de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances;

*b*) un organisme de placement collectif alternatif public ou institutionnel visé à l'article 3, 4<sup>o</sup> ou 6<sup>o</sup>, de la loi du 19 avril 2014 relative, aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires;

*c*) une entité autre qu'un organisme visé au *a*) ou *b*), qui se livre exclusivement à des opérations :

— de gestion et de placement de fonds récoltés dans le but de servir des pensions légales ou complémentaires ou;

**TITEL 3. — Werk**

ENIG HOOFDSTUK. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen*

**Art. 35.** In het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994, laatstelijk gewijzigd door de wet van 23 april 2015, wordt het opschrift van Titel I vervangen als volgt :

« **TITEL I.** — *Matiging van lonen, wedden en sociale uitkeringen* »

**Art. 36.** In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidende :

« Art. 1bis. Deze titel is eveneens van toepassing op de sociaal verzekerden. Onder sociaal verzekerden wordt verstaan : de natuurlijke personen die recht hebben op sociale prestaties, er aanspraak op maken of er aanspraak op kunnen maken, hun wettelijke vertegenwoordigers en hun gemachtigden. ».

**Art. 37.** Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**TITEL 4. — Financiën**

HOOFDSTUK 1. — *Aanslagstelsel dat van toepassing is op de juridische constructies als bedoeld in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

**Art. 38.** In artikel 2, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatst gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in de bepaling onder 13<sup>o</sup> wordt de bepaling onder *b*) vervangen als volgt :

« *b*) enigerlei vennootschap, vereniging, inrichting, instelling of entiteit, die rechtspersoonlijkheid bezit, en die, krachtens de bepalingen van de wetgeving van de Staat of het rechtsgebied waar hij gevestigd is, aldaar ofwel niet aan een inkomstenbelasting is onderworpen ofwel onderworpen is aan een inkomstenbelasting die minder dan 15 pct. bedraagt van het belastbaar inkomen van deze juridische constructie dat wordt vastgesteld overeenkomstig de regels die van toepassing zijn voor het vestigen van de Belgische belasting op daarmee overeenstemmende inkomsten.

Behoudens in de gevallen bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, zijn de in het eerste lid bedoelde rechtsvormen die gevestigd zijn in een Staat of rechtsgebied dat behoort tot de Europese Economische Ruimte, geen juridische constructies.

De Koning bepaalt, met betrekking tot de in het eerste lid bedoelde rechtsvormen, die niet gevestigd zijn in een Staat of rechtsgebied dat behoort tot de Europese Economische Ruimte, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op niet beperkende wijze, de voor welbepaalde Staten of rechtsgebieden beoogde rechtsvormen die vermoed worden te voldoen aan de omschrijving in het eerste lid.

De Koning zal bij de Kamer van volksvertegenwoordigers, onmiddellijk indien ze in zitting is, zo niet bij de opening van de eerstvolgende zitting, een ontwerp van wet indienen tot bekrachtiging van de ter uitvoering van het tweede lid genomen besluiten. Deze besluiten houden op uitwerking te hebben indien ze niet bij wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na de datum van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. De bekrachtiging heeft uitwerking vanaf die datum. Bij gebreke van deze bekrachtiging binnen de voormelde termijn wordt het besluit geacht nooit uitwerking te hebben gehad; »;

2<sup>o</sup> een bepaling onder 13<sup>o</sup>/1 wordt ingevoegd, luidende :

« 13<sup>o</sup>/1 in afwijking van 13<sup>o</sup> worden niet geacht een juridische constructie te zijn :

*a*) een openbare of institutionele instelling voor collectieve belegging of een instelling voor belegging in schuldvorderingen bedoeld in artikel 3, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> of 7<sup>o</sup>, van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen;

*b*) een openbare of institutionele alternatieve instelling voor collectieve belegging bedoeld in artikel 3, 4<sup>o</sup> of 6<sup>o</sup>, van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders;

*c*) een entiteit die geen instelling is als bedoeld in *a*) of *b*), en die zich uitsluitend toelgt op verrichtingen van :

— het beheer en het beleggen van fondsen, ingezameld om wettelijke en aanvullende pensioenen toe te kennen, of;



— de gestion des participations des travailleurs dans le financement de leur entreprise ou dans le groupe auquel celle-ci appartient;

d) une société dont les titres sont inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières d'un Etat membre de l'Union européenne suivant les conditions de la Directive 2001/34/CE du Parlement Européen et du Conseil du 28 mai 2001 concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et l'information à publier sur ces valeurs, ou d'un Etat tiers dont la législation prévoit des conditions d'admission analogues;

e) une entité qui est établie dans un Etat visé à l'article 5/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et pour laquelle le fondateur ou le tiers bénéficiaire démontre que :

— cette entité exerce une activité économique effective dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle dans le lieu où cette entité est établie et, le cas échéant, dans le lieu où elle dispose d'un établissement stable, et que;

— l'ensemble des locaux, du personnel et de l'équipement dont cette entité dispose dans le lieu où elle est établie, est en proportion avec l'activité économique précitée que cette entité y exerce; »;

3<sup>o</sup> le 14<sup>o</sup>, est remplacé par ce qui suit :

« 14<sup>o</sup> Par fondateur de la construction juridique, on entend :

— soit la personne physique qui l'a constituée en dehors de l'exercice de son activité professionnelle ou la personne morale assujettie à l'impôt des personnes morales conformément à l'article 220 et qui l'a constituée;

— soit lorsque la construction juridique a été constituée par un tiers, la personne physique, agissant en dehors de son activité professionnelle, ou la personne morale assujettie à l'impôt des personnes morales conformément à l'article 220 et qui y a apporté des biens et droits;

— soit les personnes physiques qui ont hérité directement ou indirectement des personnes physiques visées aux tirets précédents ou les personnes physiques qui hériteront directement ou indirectement de ces personnes, à partir du décès, sauf si ces héritiers, établissent qu'ils ne pourront eux-mêmes ou leurs successibles, bénéficier à aucun moment et ni d'une manière quelconque, d'un avantage octroyé par la construction juridique visée au 13<sup>o</sup>, a);

— soit les personnes physiques ou les personnes morales assujetties à l'impôt des personnes morales conformément à l'article 220 et qui détiennent les droits juridiques des actions ou parts ou les droits économiques sur les biens et les capitaux détenus par une construction juridique visée au 13<sup>o</sup>, b); »;

4<sup>o</sup> il est inséré un 14<sup>o</sup>/1 rédigé comme suit :

« 14<sup>o</sup>/1 par tiers bénéficiaire d'une construction juridique, on entend une personne physique ou une personne morale visée à l'article 220 et qui bénéficie à un moment et d'une manière quelconque, de tout avantage octroyé par la construction juridique visée au 13<sup>o</sup>; ».

**Art. 39.** Dans le titre II, chapitre 1<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. § 1<sup>er</sup>. Sauf s'il est établi que les revenus perçus par la construction juridique ont été payés ou attribués à un tiers bénéficiaire qui est résident d'un Etat visé à l'alinéa 2, ou y est établi, ces revenus sont imposables, dans le chef du fondateur de cette construction juridique qui est un habitant du Royaume, comme si cet habitant du Royaume les recueillait directement.

La preuve que les revenus perçus par la construction juridique ont été payés ou attribués à un tiers bénéficiaire ne peut être apportée que si ce tiers bénéficiaire est résident ou établi dans un Etat membre de l'Espace économique européen, d'un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition, d'un Etat avec lequel la Belgique a conclu un accord en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale ou d'un Etat qui, avec la Belgique, est partie à un autre instrument juridique bilatéral ou multilatéral, pourvu que cette convention, cet accord ou cet instrument juridique permette l'échange d'informations en vue de l'application de la législation interne des Etats contractants en matière fiscale.

Lorsque la construction juridique a été constituée par plusieurs fondateurs, chaque fondateur est imposable en proportion de son apport dans la construction juridique ou, à défaut de pouvoir établir celle-ci, chacun pour une part identique.

— het beheer van werknemersparticipaties in de financiering van hun onderneming of van de groep waartoe die behoort;

d) een vennootschap, waarvan de effecten zijn genoteerd aan een effectenbeurs van een lidstaat van de Europese Unie onder de voorwaarden van de Richtlijn 2001/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 mei 2001 betreffende de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs en de informatie die over deze effecten moet worden gepubliceerd, of van een derde Staat waarvan de wetgeving analoge toelatingsvoorwaarden voorziet;

e) een entiteit die gevestigd is in een Staat bedoeld in artikel 5/1, § 1, tweede lid, en waarvoor de oprichter of de derde begunstigde aantoonbaar dat :

— deze entiteit in het kader van de uitoefening van een beroeps-werkzaamheid een daadwerkelijke economische activiteit uitoefent op de plaats waar deze entiteit gevestigd is en in voorkomend geval op de plaats waar zij een vaste inrichting heeft, en dat;

— het geheel van de lokalen, personeel en uitrusting die de entiteit tot haar beschikking heeft op de plaats waar deze entiteit gevestigd is in verhouding staat tot de voormelde economische activiteit die deze entiteit aldaar uitoefent; »;

3<sup>o</sup> de bepaling onder 14<sup>o</sup>, wordt vervangen als volgt :

« 14<sup>o</sup> Onder oprichter van een juridische constructie wordt verstaan :

— hetzij, de natuurlijke persoon die de constructie heeft opgericht buiten de uitoefening van zijn beroepswerkzaamheid, of de rechtspersoon die overeenkomstig artikel 220 aan de rechtspersonenbelasting is onderworpen en die de constructie heeft opgericht;

— hetzij, wanneer de constructie is opgericht door een derde, de natuurlijke persoon die handelt buiten de uitoefening van zijn beroepswerkzaamheid, of de rechtspersoon die overeenkomstig artikel 220 aan de rechtspersonenbelasting is onderworpen en die er goederen en rechten heeft in ondergebracht;

— hetzij, de natuurlijke personen die direct of indirect erfgenaam zijn van de in de vorige streepjes bedoelde personen, of de natuurlijke personen die, vanaf het overlijden, direct of indirect zullen erven van deze personen tenzij die erfgenamen aantonen dat zijzelf of hun erfgerechtigden op geen enkel ogenblik en op geen enkele manier enig voordeel, toegekend door de in de bepaling onder 13<sup>o</sup>, a), bedoelde juridische constructie zullen verkrijgen;

— hetzij, de natuurlijke personen of de rechtspersonen die overeenkomstig artikel 220 aan de rechtspersonenbelasting zijn onderworpen, en die houder zijn van de juridische rechten van de aandelen of van de economische rechten van de goederen en kapitalen in het bezit van een in de bepaling onder 13<sup>o</sup>, b), bedoelde juridische constructie; »;

4<sup>o</sup> een bepaling onder 14<sup>o</sup>/1 wordt ingevoegd, luidende :

« 14<sup>o</sup>/1 onder derde begunstigde van een juridische constructie wordt verstaan, een natuurlijke persoon of een in artikel 220 bedoelde rechtspersoon, en die, op enig ogenblik en op om het even welke wijze, enig voordeel verkrijgt dat is toegekend door de in de bepaling onder 13<sup>o</sup> bedoelde juridische constructie; ».

**Art. 39.** In titel II, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 5/1. § 1. Behoudens wanneer wordt aangetoond dat de inkomsten die werden verkregen door de juridische constructie werden betaald of toegekend aan een derde begunstigde die een inwoner is van of gevestigd is in een in het tweede lid bedoelde Staat, zijn die inkomsten belastbaar in hoofde van de oprichter van die juridische constructie die een rijksinwoner is, alsof die rijksinwoner ze rechtstreeks heeft verkregen.

Het bewijs dat de inkomsten die werden verkregen door de juridische constructie werden betaald of toegekend aan een derde begunstigde kan enkel worden geleverd indien deze derde begunstigde een inwoner is van of gevestigd is in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, in een Staat waarmee België een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting heeft gesloten, in een Staat waarmee België een akkoord heeft gesloten inzake de uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot belastingaangelegenheden, of in een Staat die samen met België deelneemt aan een ander bilateraal of multilateraal gesloten juridisch instrument, op voorwaarde dat deze overeenkomst, dit akkoord of dit juridisch instrument de uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot belastingaangelegenheden tussen de akkoord sluitende Staten mogelijk maakt.

Wanneer de juridische constructie is opgericht door meerdere oprichters, is elke oprichter belastbaar in verhouding tot zijn inbreng in de juridische constructie of, wanneer die niet kan worden vastgesteld, elk voor een gelijk deel.

En cas de démembrement de la propriété sur les droits juridiques détenus par des fondateurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, quatrième tiret, chaque fondateur est imposable en proportion des droits économiques qu'il détient dans la construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b, ou à défaut de pouvoir établir celle-ci, chacun pour une part identique.

En ce qui concerne les fondateurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, troisième tiret, chaque fondateur est imposable en proportion de sa part dans la construction juridique ou, à défaut de pouvoir établir celle-ci, en proportion de ses droits dans la succession du fondateur auquel il se substitue.

Les présomptions de répartition de revenus opérées conformément aux dispositions du présent paragraphe peuvent être réfutées par tous les moyens de preuve visés à l'article 340 par tout fondateur pour autant qu'il soit démontré à quelle autre personne et dans quelle proportion le revenu perçu par la construction juridique doit être attribué. Si ces preuves ne peuvent pas être fournies à suffisance, les revenus de cette construction juridique restent imposables dans le chef des fondateurs et le cas échéant, des tiers bénéficiaires.

Pour l'application de l'article 18, 2<sup>o</sup>ter, b), le fondateur est par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, imposable sur les revenus payés ou attribués par la construction juridique.

§ 2. Lorsqu'il est établi que les revenus perçus par la construction juridique ont été payés ou attribués à un tiers bénéficiaire visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>/1, qui est un habitant du Royaume, les revenus perçus par cette construction juridique sont imposables dans le chef de cet habitant du royaume comme si cet habitant du Royaume les recueillait directement.

§ 3. Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ne sont pas applicables pour l'exercice d'imposition pour lequel le fondateur ou le tiers bénéficiaire établit que la construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b), est soumise à un impôt sur les revenus qui s'élève à au moins 15 p.c. du revenu imposable de cette construction juridique déterminé conformément aux règles applicables pour établir l'impôt belge sur les revenus correspondants. ».

**Art. 40.** L'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>ter, du même Code, inséré par la loi du 24 décembre 2002, est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup>ter, a) les sommes définies comme dividendes par les articles 186, 187 et 209 en cas de partage total ou partiel de l'avoir social d'une société résidente ou étrangère ou d'acquisition d'actions ou parts propres par une telle société;

b) par dérogation au a), les sommes attribuées ou mises en paiement par une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b), à la suite de sa dissolution ou du transfert total ou partiel de ses actifs sans contrepartie équivalente, pour la partie qui excède le montant des avoirs apportés qui ont déjà subi leur régime d'imposition en Belgique; ».

**Art. 41.** L'article 21 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2014, est complété par un 12<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 12<sup>o</sup> les revenus autres que ceux visés à l'article 18, 2<sup>o</sup>ter, b), attribués ou mis en paiement par une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b), et recueillis par un fondateur ou un tiers bénéficiaire, dans l'éventualité et dans la mesure où le fondateur ou le tiers bénéficiaire établit que ces revenus sont constitués de revenus perçus par la construction juridique qui ont déjà subi leur régime d'imposition en Belgique dans le chef de ce fondateur ou de ce tiers bénéficiaire. ».

**Art. 42.** Dans le Titre IV, chapitre 1<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré un article 220/1 rédigé comme suit :

« Art. 220/1. § 1<sup>er</sup>. Sauf s'il est établi que les revenus perçus par la construction juridique ont été payés ou attribués à un tiers bénéficiaire qui est résident d'un Etat visé à l'article 5/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou y est établi, ces revenus sont imposables, dans le chef du fondateur de la construction juridique qui est une personne morale visée à l'article 220 comme si cette personne morale les recueillait directement.

Les dispositions visées à l'article 5/1, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3, 4, 6 et 7, s'appliquent aux personnes morales visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

In het geval van splitsing van de eigendom op de juridische rechten aangehouden door de in artikel 2, § 1, 14<sup>o</sup>, vierde streepje, bedoelde oprichters, is elke oprichter belastbaar in verhouding tot het gedeelte van de economische rechten die worden aangehouden in de juridische constructie bedoeld in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b, of, wanneer die niet kan worden vastgesteld, elk voor een gelijk deel.

Wat de in artikel 2, § 1, 14<sup>o</sup>, derde streepje, bedoelde oprichters, betreft, is elke oprichter belastbaar in verhouding tot zijn deel in de juridische constructie of, wanneer die niet kan worden vastgesteld, in verhouding tot zijn rechten in het nalatenschap van de oprichter waarvoor hij in de plaats is getreden.

De vermoedens inzake de verdeling van de inkomsten die overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf worden toegepast, kunnen, met alle in artikel 340 bedoelde bewijsmiddelen, door elke oprichter worden weerlegd voor zover wordt aangetoond aan welke andere persoon en in welke verhouding de door de juridische constructie verkregen inkomsten, moeten worden toegekend. Indien deze bewijzen niet op een voldoende wijze kunnen worden overgelegd, blijven de inkomsten van deze juridische constructie belastbaar in hoofde van de oprichters en in voorkomend geval van de derde begunstigde.

In afwijking van het eerste lid is de oprichter, voor de toepassing van artikel 18, 2<sup>o</sup>ter, b), belastbaar op de door de juridische constructie betaalde of toegekende inkomsten.

§ 2. Wanneer wordt aangetoond dat de inkomsten die werden verkregen door de juridische constructie, werden betaald of toegekend aan een in artikel 2, § 1, 14<sup>o</sup>/1, bedoelde derde begunstigde die een rijksinwoner is, zijn de inkomsten verkregen door die juridische constructie belastbaar in hoofde van deze rijksinwoner alsof deze rijksinwoner ze rechtstreeks verkregen heeft.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing voor het aanslagjaar waarin de oprichter of de derde begunstigde aantoonde dat de in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b), bedoelde juridische constructie onderworpen is aan een inkomstenbelasting die ten minste 15 pct. bedraagt van het belastbaar inkomen van deze juridische constructie dat wordt vastgesteld overeenkomstig de regels die van toepassing zijn voor het vestigen van de Belgische belasting op daarmee overeenstemmende inkomsten. ».

**Art. 40.** Artikel 18, eerste lid, 2<sup>o</sup>ter, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« 2<sup>o</sup>ter a) uitkeringen die worden aangemerkt als dividend in de artikelen 186, 187 en 209 in geval van gehele of gedeeltelijke verdeling van het maatschappelijk vermogen van een binnenlandse of buitenlandse vennootschap of van verkrijging van eigen aandelen door een dergelijke vennootschap;

b) in afwijking van de bepaling onder a), uitkeringen toegekend of betaalbaar gesteld door een in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b), bedoelde juridische constructie, ten gevolge van haar ontbinding of van de totale of gedeeltelijke overdracht van haar activa waarvoor in ruil geen gelijkwaardig tegenprestatie werd verkregen, voor het gedeelte dat het bedrag van de ingebrachte activa die reeds in België hun belastingregime hebben ondergaan, overschrijdt; ».

**Art. 41.** Artikel 21 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, wordt aangevuld met een bepaling onder 12<sup>o</sup>, luidende :

« 12<sup>o</sup> andere dan in artikel 18, 2<sup>o</sup>ter, b), bedoelde inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld door een in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b), bedoelde juridische constructie en werden verkregen door een oprichter of een derde begunstigde, in het geval en in de mate dat de oprichter of de derde begunstigde aantoonde dat deze inkomsten zijn samengesteld uit door de juridische constructie verkregen inkomsten die reeds in hoofde van deze oprichter of derde begunstigde in België hun belastingregime hebben ondergaan. ».

**Art. 42.** In titel IV, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 220/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 220/1. § 1. Behoudens wanneer wordt aangetoond dat de inkomsten die werden verkregen door de juridische constructie werden betaald of toegekend aan een derde begunstigde die een inwoner is van of gevestigd is in een in artikel 5/1, § 1, tweede lid, bedoelde Staat, zijn die inkomsten belastbaar in hoofde van de oprichter van de juridische constructie die een in artikel 220 bedoelde rechtspersoon is, alsof deze rechtspersoon ze rechtstreeks verkregen heeft.

De in artikel 5/1, § 1, derde, vierde, zesde en zevende lid, bedoelde bepalingen zijn van toepassing op de in het eerste lid bedoelde rechtspersonen.

§ 2. Lorsqu'il est établi que les revenus perçus par la construction juridique ont été payés ou attribués à un tiers bénéficiaire, qui est une personne morale visée à l'article 220, ces revenus perçus par une construction juridique sont imposables, dans le chef de cette personne morale, comme si cette personne morale les recueillait directement.

§ 3. Les dispositions de l'article 5/1, § 3, s'appliquent aux §§ 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Art. 43.** L'article 221, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 15 décembre 2004, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'article 21, 12<sup>o</sup>, s'applique aux personnes morales imposées conformément à l'article 220/1. ».

**Art. 44.** A l'article 307, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots "sur la personne desquelles" sont remplacés par les mots "sur lesquels" et le mot "visée" est remplacé par le mot "visé";

2<sup>o</sup> dans le texte néerlandais, les mots "van wie hij het wettelijk genot van de inkomsten heeft" sont remplacés par les mots "waarover hij het ouderlijk gezag uitoefent";

3<sup>o</sup> les mots "ou soit une personne qui a connaissance de sa qualité de bénéficiaire ou de bénéficiaire potentiel d'une construction juridique." sont remplacés par les mots "soit un tiers bénéficiaire visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>/1.";

b) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La déclaration annuelle à l'impôt des personnes morales mentionne l'existence d'une construction juridique dont le contribuable est un fondateur ou un tiers bénéficiaire. ».

**Art. 45.** Dans l'article 315, alinéa 2, du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et modifié par la loi du 21 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1<sup>o</sup>, les mots "relatifs aux comptes et contrats d'assurance-vie visés à l'article 307, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3;" sont remplacés par les mots "relatifs aux comptes, contrats d'assurance-vie et constructions juridiques visés à l'article 307, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 à 4;"

b) l'alinéa est complété par un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> comprend en ce qui concerne les personnes morales, les livres et documents relatifs aux constructions juridiques visées à l'article 307, § 1<sup>er</sup>, alinéa 9. ».

**Art. 46.** Dans le Titre VII, chapitre IV, du même Code, il est inséré un article 344/1 rédigé comme suit :

« Art. 344/1. N'est pas opposable à l'administration, un acte juridique ou un ensemble d'actes juridiques d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b, dans le cadre de l'application des articles 5/1 et 220/1 dans le chef des fondateurs de la construction juridique visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, ou, le cas échéant, des tiers bénéficiaires de la construction juridique visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>/1.

Ne peut non plus être opposé à l'administration, toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b, en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, a, afin d'échapper à l'imposition des revenus définis à l'article 18, 2<sup>o</sup>ter, b. ».

**Art. 47.** Le présent chapitre est applicable aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au *Moniteur belge* de la présente loi.

Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, a, du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b, du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b, de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, a, dudit Code intervenant à partir du 9 octobre 2014, n'est pas opposable à l'administration.

§ 2. Wanneer wordt aangetoond dat de inkomsten die werden verkregen door deze juridische constructie werden betaald of toegekend aan een derde begunstigde, die een in artikel 220 bedoelde rechtspersoon is, zijn deze inkomsten, belastbaar in hoofde van deze rechtspersoon, alsof deze rechtspersoon ze rechtstreeks verkregen heeft.

§ 3. De bepalingen van artikel 5/1, § 3, zijn van toepassing op de §§ 1 en 2. ».

**Art. 43.** Artikel 221 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 december 2004, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Artikel 21, 12<sup>o</sup>, is van toepassing op de overeenkomstig artikel 220/1 belaste rechtspersonen. ».

**Art. 44.** In artikel 307, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het vierde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in de Franstalige tekst worden de woorden "sur la personne desquelles" vervangen door de woorden "sur lesquels" en wordt het woord "visée" vervangen door het woord "visé";

2<sup>o</sup> de woorden "van wie hij het wettelijk genot van de inkomsten heeft" worden vervangen door de woorden "waarover hij het ouderlijk gezag uitoefent";

3<sup>o</sup> de woorden "bij zijn weten op enigerlei wijze of ogenblik begunstigde of potentieel begunstigde is van een juridische constructie." worden vervangen door de woorden "een derde begunstigde is zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 14<sup>o</sup>/1.";

b) de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De jaarlijkse aangifte in de rechtspersonenbelasting vermeldt het bestaan van een juridische constructie waarvan de belastingplichtige een oprichter of een derde begunstigde is. ».

**Art. 45.** In artikel 315, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij koninklijk besluit van 20 december 1996 en gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling opgenomen onder 1<sup>o</sup> worden de woorden "betreffende de in artikel 307, § 1, tweede lid en derde lid, vermelde rekeningen en levensverzekeringsovereenkomsten;" vervangen door de woorden "betreffende de in artikel 307, § 1, tweede tot vierde lid vermelde rekeningen, levensverzekeringsovereenkomsten en juridische constructies;"

b) het lid wordt aangevuld met een bepaling onder 3<sup>o</sup>, luidende :

« 3<sup>o</sup> omvat, voor rechtspersonen, de boeken en bescheiden betreffende de in artikel 307, § 1, negende lid, vermelde juridische constructies. ».

**Art. 46.** In titel VII, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 344/1 wordt ingevoegd, luidende :

« Art. 344/1. Een rechtshandeling of een geheel van rechtshandelingen van een in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b, bedoelde juridische constructie kan niet worden tegengeworpen aan de administratie in het kader van de toepassing van de artikelen 5/1 en 220/1 in hoofde van de in artikel 2, § 1, 14<sup>o</sup>, bedoelde oprichters van de juridische constructie of, in voorkomend geval, van de in artikel 2, § 1, 14<sup>o</sup>/1, bedoelde derde begunstigten van de juridische constructie.

Elke wijziging aan de oprichtingsakte van een in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b, bedoelde juridische constructie, met het oog op de omzetting in een juridische constructie bedoeld in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, a, teneinde aan de belastingheffing ontsnappen in artikel 18, 2<sup>o</sup>ter, b, te ontsnappen, kan evenmin worden tegengeworpen aan de administratie. ».

**Art. 47.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de inkomsten die vanaf 1 januari 2015 werden verkregen, toegekend of betaalbaar gesteld door een juridische constructie en, wat de toepassing van de roerende of bedrijfsvoorheffing betreft, op de inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld vanaf de eerste dag van de maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

Iedere wijziging aan de oprichtingsakte van een juridische constructie als bedoeld in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de omzetting in een juridische constructie bedoeld in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b, van hetzelfde Wetboek of van een juridische constructie bedoeld in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b, van dat Wetboek met het oog op de omzetting in een juridische constructie bedoeld in artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, a, van het genoemde Wetboek die gebeurt vanaf 9 oktober 2014, kan niet worden tegengeworpen aan de administratie.

Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte :

— jusqu'au 31 décembre 2014, de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1<sup>o</sup>, de la présente loi;

— à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1<sup>o</sup>, de la présente loi.

## CHAPITRE 2. — Mesures pour des entreprises qui débutent

### Section 1<sup>re</sup>. — Tax shelter pour des entreprises qui débutent

**Art. 48.** Dans le titre II, chapitre III, section I<sup>re</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, la sous-section IIsepties qui comprend un article 145<sup>26</sup>, insérée par la loi du 8 avril 2003 et abrogée par la loi du 8 mai 2014, est rétablie comme suit :

« Sous-section IIsepties. — Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises qui débutent – Reprise de la réduction d'impôt

Art. 145<sup>26</sup>. § 1<sup>er</sup>. Il est accordé une réduction d'impôt pour les sommes affectées à :

a) de nouvelles actions ou parts nominatives acquises avec des apports en argent représentant une fraction du capital social d'une société visée au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et que le contribuable a souscrites, par le biais ou non d'une plateforme de *crowdfunding* agréée par l'Autorité des services et marchés financiers ou par une autorité similaire d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen, à l'occasion de la constitution de cette société ou d'une augmentation de capital dans les quatre ans suivant sa constitution et qu'il a entièrement libérées;

b) des parts d'un fonds starters agréé qui répond aux conditions prévues au § 2, et que le contribuable a souscrites à l'occasion de l'émission de ces parts.

Pour l'application du présent article, une société est censée être constituée à la date du dépôt de l'acte de constitution au greffe du tribunal de commerce ou d'une formalité d'enregistrement similaire dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen.

Lorsque l'activité de la société consiste en la continuation d'une activité qui était exercée auparavant par une personne physique ou une autre personne morale, la société est, par dérogation à l'alinéa 2, censée être constituée respectivement au moment de la première inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises par cette personne physique ou au moment du dépôt par cette autre personne morale de l'acte de constitution au greffe du tribunal de commerce ou de l'accomplissement d'une formalité d'enregistrement similaire dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen par cette personne physique ou cette autre personne morale.

§ 2. Le fonds starters agréé visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, b, est un fonds à nombre fixe de parts qui est repris sur la liste de fonds starters agréés, établie par l'Autorité des services et marchés financiers.

Les parts du fonds sont représentées par des parts nominatives.

La société de gestion du fonds investit les apports dans ce fonds et les produits de l'aliénation d'investissements du fonds, après déduction des frais, exclusivement en investissements visés ci-après et dans les limites visées ci-après :

1<sup>o</sup> 80 p.c. au moins sont directement investis en nouvelles actions ou parts de sociétés visées au § 1<sup>er</sup>, émises à l'occasion de la constitution d'une telle société ou d'une augmentation de capital dans les quatre ans suivant sa constitution et qui sont entièrement libérées;

2<sup>o</sup> 20 pc. au plus sont détenus en liquidités sur un compte en euro ou dans une monnaie d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen, auprès d'un établissement de crédit agréé et contrôlé par une autorité de contrôle d'un Etat membre de l'Espace économique européen.

Les parts dans un fonds starters agréé sont seulement prises en considération pour la réduction lorsqu'il apparaît, au 31 décembre d'une année qui suit l'année dans laquelle le contribuable a payé son apport dans ce fonds, que les sommes récoltées par le fonds starters

Voor de toepassing van het tweede lid, moet rekening worden gehouden :

— tot 31 december 2014, met artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b), van het genoemde Wetboek, zoals dat bestond voor te zijn gewijzigd door artikel 38, 1<sup>o</sup>, van deze wet;

— vanaf 1 januari 2015, met artikel 2, § 1, 13<sup>o</sup>, b), van hetzelfde Wetboek, zoals het is vervangen door artikel 38, 1<sup>o</sup>, van deze wet.

## HOOFDSTUK 2. — Maatregelen voor startende ondernemingen

### Afdeling 1. — Tax shelter voor startende ondernemingen

**Art. 48.** In titel II, hoofdstuk III, afdeling I, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt de onderafdeling IIsepties die een artikel 145<sup>26</sup> bevat, ingevoegd bij de wet van 8 april 2003 en opgeheven bij de wet van 8 mei 2014, hersteld als volgt :

« Onderafdeling IIsepties. — Vermindering voor de verwerving van nieuwe aandelen van startende onderneming - Terugname van de vermindering

Art. 145<sup>26</sup>. § 1. Er wordt een belastingvermindering verleend voor de betalingen voor :

a) nieuwe aandelen op naam verworven met inbrengen in geld die een fractie vertegenwoordigen van het maatschappelijk kapitaal van een in § 3, eerste lid, bedoelde vennootschap en waarop de belastingplichtige, al dan niet via een *crowdfunding* platform dat erkend is door de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten of een gelijkaardige autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte, heeft ingeschreven naar aanleiding van de oprichting van die vennootschap of een kapitaalverhoging binnen de vier jaar na de oprichting ervan en die hij volledig heeft volstort;

b) rechten van deelneming van een erkend startersfonds dat voldoet aan de in § 2 gestelde voorwaarden en waarop de belastingplichtige heeft ingeschreven naar aanleiding van de uitgifte van die rechten van deelneming.

Voor de toepassing van dit artikel wordt een vennootschap geacht te zijn opgericht op datum van de neerlegging van de oprichtingsakte ter griffie van de rechtbank van koophandel of van een gelijkaardige registratieformaliteit in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

Wanneer de activiteit van de vennootschap bestaat uit de voortzetting van een werkzaamheid die voorheen werd uitgeoefend door een natuurlijke persoon of een andere rechtspersoon, wordt de vennootschap, in afwijking van het tweede lid, geacht te zijn opgericht op het ogenblik van de eerste inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen door die natuurlijke persoon, respectievelijk van de neerlegging van de oprichtingsakte van die andere rechtspersoon ter griffie van de rechtbank van koophandel of van het vervullen van een gelijkaardige registratieformaliteit door die natuurlijke persoon of andere rechtspersoon in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

§ 2. Het in § 1, eerste lid, b, bedoelde erkend startersfonds is een fonds met een vast aantal rechten van deelneming dat is opgenomen op de lijst van erkende startersfondsen, opgesteld door de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten.

De rechten van deelneming van het fonds zijn vertegenwoordigd door op naam gestelde rechten van deelneming.

De beheervenootschap van het fonds belegt de inbrengen in het fonds en de opbrengsten uit de vervreemding van investeringen van het fonds, na aftrek van de kosten, uitsluitend in de hierna vermelde investeringen en binnen de hierna vermelde grenzen :

1<sup>o</sup> ten minste 80 pct. wordt rechtstreeks geïnvesteerd in nieuwe aandelen van in § 1 bedoelde vennootschappen die worden uitgegeven naar aanleiding van de oprichting van een dergelijke vennootschap of een kapitaalverhoging binnen de vier jaar na de oprichting ervan en die volledig worden volstort;

2<sup>o</sup> ten hoogste 20 pct. wordt aangehouden onder de vorm van contanten op een rekening in euro of in een munt van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte, bij een kredietinstelling die is erkend en wordt gecontroleerd door een toezichthoudende overheid van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

De rechten van deelneming in een erkend startersfonds komen enkel voor de vermindering in aanmerking wanneer op 31 december van een jaar volgend op het jaar tijdens hetwelk de belastingplichtige zijn inbreng in dat fonds heeft betaald, blijkt dat de door het erkend

agréé ont été investies dans de nouvelles actions ou parts dans les limites visées à l'alinéa 3. La réduction d'impôt est octroyée pour l'exercice d'imposition qui est lié à la période imposable dans laquelle tombe la date du 31 décembre à laquelle la condition d'investissement est remplie.

§ 3. Le présent article est applicable aux actions ou parts d'une société qui répond simultanément à toutes les conditions suivantes :

1° la société est une société résidente ou une société dont le siège social, le principal établissement ou le siège de direction ou d'administration est établi dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen et qui dispose d'un établissement belge visé à l'article 229 qui a été constituée au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2013;

2° la société n'est pas constituée à l'occasion d'une fusion ou scission de sociétés;

3° la société est considérée comme petite société sur la base de l'article 15 du Code des sociétés pour l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle l'apport en capital a lieu;

4° la société n'est pas une société d'investissement, de trésorerie ou de financement;

5° la société n'est pas une société dont l'objet social principal ou l'activité principale est la construction, l'acquisition, la gestion, l'aménagement, la vente, ou la location de biens immobiliers pour compte propre, ou la détention de participations dans des sociétés ayant un objet similaire, ni une société dans laquelle des biens immobiliers ou autre droits réels sur de tels biens sont placés, dont des personnes physiques qui exercent un mandat ou des fonctions visés à l'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, leur conjoint ou leurs enfants lorsque ces personnes ou leur conjoint ont la jouissance légale des revenus de ceux-ci, ont l'usage;

6° la société n'est pas une société qui a été constituée afin de conclure des contrats de gestion ou d'administration ou qui obtient la plupart de ses bénéfices de contrats de gestion ou d'administration;

7° la société n'est pas cotée en bourse;

8° la société n'a pas encore opéré de diminution de capital ou distribué des dividendes;

9° la société ne fait pas l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou ne se trouve pas dans les conditions d'une procédure collective d'insolvabilité;

10° la société n'utilise pas les sommes perçues pour une distribution de dividendes ou pour l'acquisition d'actions ou parts ni pour consentir des prêts;

11° la société n'a pas perçu, après le versement des sommes visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a, par le contribuable ou de l'investissement visé au § 2, alinéa 3, 1°, par un fonds starters agréé, plus que 250.000 euros par le biais de l'application du présent article.

Les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4° à 6° et 10° doivent être remplies par la société au cours des 48 mois suivant la libération des actions de la société.

La réduction d'impôt n'est pas applicable :

1° aux dépenses qui sont prises en compte pour l'application de l'article 1451, 4° ou 145<sup>32</sup>;

2° aux sommes affectées à l'acquisition, directement ou par le biais d'un fonds starters agréé, d'actions ou parts d'une société :

a) dans laquelle le contribuable est, directement ou indirectement, un dirigeant d'entreprise visé à l'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>;

b) dans laquelle le contribuable exerce, en tant que représentant permanent d'une autre société, un mandat d'administrateur, de gérant, de liquidateur ou une fonction analogue;

c) qui a conclu un contrat d'entreprise ou de mandat avec une autre société dont le contribuable est actionnaire et par laquelle cette autre société s'est engagée à assumer, moyennant une indemnité, une activité dirigeante de gestion journalière, de nature commerciale, financière ou technique, dans la première société;

3° aux sommes affectées à l'acquisition, directement ou par le biais d'un fonds starters agréé, d'actions ou parts d'une société en ce qui concerne la partie de ces actions ou parts par laquelle le contribuable obtient une représentation de plus de 30 p.c. dans le capital social de cette société.

startersfonds opgehaalde sommen zijn geïnvesteerd in nieuwe aandelen binnen de grenzen als bedoeld in het derde lid. De belastingvermindering wordt toegekend voor het aanslagjaar dat is verbonden aan het belastbaar tijdperk waarin de datum van 31 december valt waarop aan de investeringsvoorwaarde is voldaan.

§ 3. Dit artikel is van toepassing op de aandelen van een vennootschap die tezelfdertijd aan alle onderstaande voorwaarden voldoet :

1° de vennootschap is een binnenlandse vennootschap of een vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel, voornaamste inrichting of zetel van bestuur of beheer gevestigd is in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en die over een in artikel 229 bedoelde Belgische inrichting beschikt, die ten vroegste op 1 januari 2013 werd opgericht;

2° de vennootschap is niet opgericht in het kader van een fusie of splitsing van vennootschappen;

3° de vennootschap wordt op grond van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschap aangemerkt voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbare tijdperk waarin de kapitaalbreng wordt gedaan;

4° de vennootschap is geen beleggings-, thesaurie- of financieringsvennootschap;

5° de vennootschap is geen vennootschap met als statutair hoofddoel of voornaamste activiteit de oprichting, de verwerving, het beheer, de verbouwing, de verkoop of de verhuur van vastgoed voor eigen rekening of het bezit van deelnemingen in vennootschappen met een soortgelijk doel, noch een vennootschap waarin onroerende goederen of andere zakelijke rechten met betrekking tot dergelijke goederen zijn ondergebracht, waarvan natuurlijke personen die in de vennootschap een opdracht of functies als bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1°, uitoefenen, hun echtgenoot of hun kinderen wanneer die personen of hun echtgenoot het wettelijk genot van de inkomsten van die kinderen hebben, het gebruik hebben;

6° de vennootschap is geen vennootschap die is opgericht met het oog op het afsluiten van een management- of bestuurdersovereenkomst of die haar voornaamste bron van inkomsten haalt uit management- of bestuurdersovereenkomsten;

7° de vennootschap is een niet-beursgenoteerde vennootschap;

8° de vennootschap heeft nog geen kapitaalvermindering doorgevoerd of dividenden uitgekeerd;

9° de vennootschap maakt niet het voorwerp uit van een collectieve insolventieprocedure of bevindt zich niet in de voorwaarden van een collectieve insolventieprocedure;

10° de vennootschap gebruikt de ontvangen sommen niet voor de uitkering van dividend of de aankoop van aandelen, noch voor het verstrekken van leningen;

11° de vennootschap heeft na de betaling van de in § 1, eerste lid, a, bedoelde sommen door de belastingplichtige of de in § 2, derde lid, 1°, bedoelde investering door een erkend startersfonds niet meer dan 250.000 euro ontvangen via de toepassing van dit artikel.

Aan de in het eerste lid, 4°, tot en met 6° en 10° vermelde voorwaarden moet door de vennootschap worden voldaan gedurende de 48 maanden volgend op de volstorting van de aandelen van de vennootschap.

De belastingvermindering is niet van toepassing op :

1° uitgaven die in aanmerking zijn genomen voor de toepassing van artikel 145<sup>1</sup>, 4° of 145<sup>32</sup>;

2° betalingen voor de verwerving van aandelen, rechtstreeks of via een erkend startersfonds, in een vennootschap :

a) waarin de belastingplichtige, rechtstreeks of onrechtstreeks, een in artikel 32, eerste lid, bedoelde bedrijfsleider is;

b) waarin de belastingplichtige als vaste vertegenwoordiger van een andere vennootschap een opdracht als bestuurder, zaakvoerder, verffenaar of een gelijksoortige functie uitoefent;

c) die een aannemings- of lastgevingsovereenkomst heeft gesloten met een andere vennootschap waarvan de belastingplichtige aandeelhouder is en waarbij die andere vennootschap er zich toe heeft verbonden om tegen vergoeding een leidende werkzaamheid van dagelijks bestuur, van commerciële, financiële of technische aard op zich te nemen in de eerste vennootschap;

3° betalingen voor het verwerven van aandelen van een vennootschap, rechtstreeks of via een erkend startersfonds, met betrekking tot het gedeelte van die aandelen waardoor de belastingplichtige een vertegenwoordiging van meer dan 30 pct. van het maatschappelijk kapitaal van die vennootschap bekomt.

Les sommes affectées à la libération de nouvelles actions ou parts ou de parts dans un fonds starters agréé ne sont prises en considération pour la réduction d'impôt qu'à concurrence d'un montant de 100.000 euros par période imposable.

La réduction d'impôt est égale à 30 p.c. du montant à prendre en considération.

Le pourcentage visé à l'alinéa 4 est porté à 45 p.c. pour les sommes visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a, affectées à la libération d'actions ou parts d'une société qui, pour l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle l'apport en capital a lieu, répond également à au moins deux des trois critères suivants :

- le total du bilan n'est pas supérieur à 350.000 euros;
- le chiffre d'affaires, hors taxe sur la valeur ajoutée, n'est pas supérieur à 700.000 euros;
- la moyenne des travailleurs occupés pendant l'année n'est pas supérieure à 10.

Les montants en euro visés au présent paragraphe ne sont pas indexés conformément à l'article 178.

§ 4. Les sommes affectées à la libération d'actions ou parts ou de parts dans un fonds starters agréé sont éligibles à la réduction d'impôt à condition que le contribuable produise, à l'appui de sa déclaration à l'impôt des personnes physiques de la période imposable au cours de laquelle la libération a été opérée, les documents faisant apparaître :

- que les conditions prévues au §§ 1<sup>er</sup> et 3, et, le cas échéant, au § 2 sont remplies;
- qu'il a acquis les actions ou parts ou les parts dans un fonds starters agréé pendant la période imposable et qu'il est encore en leur possession à la fin de la période imposable.

§ 5. Le maintien de la réduction d'impôt visée au § 1<sup>er</sup> est subordonné à la condition que le contribuable produise à l'appui de ses déclarations à l'impôt sur les revenus des quatre périodes imposables suivantes la preuve qu'il est encore en possession des actions ou parts ou des parts dans un fonds starters agréé concernées. Cette condition ne doit plus être respectée à partir de la période imposable au cours de laquelle le contribuable actionnaire ou participant au fonds est décédé.

Lorsque les actions ou parts ou les parts dans un fonds starters agréé font l'objet d'une cession, autre qu'à l'occasion d'une mutation par décès, au cours des 48 mois suivant leur acquisition, l'impôt total afférent aux revenus de la période imposable de la cession, est majoré d'un montant correspondant à autant de fois un quarante-huitième de la réduction d'impôt effectivement obtenue conformément au § 1<sup>er</sup> pour ces actions ou parts ou pour ces parts dans un fonds starters agréé, qu'il reste de mois entiers jusqu'à l'expiration du délai de 48 mois.

En outre, la réduction d'impôt pour l'acquisition de parts dans un fonds starters agréé, visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, b, n'est maintenue que pour autant que les obligations d'investissement visées au § 2, alinéa 3, soient respectées.

Si les obligations d'investissement visées au § 2, alinéa 3, ne sont pas respectées durant les 48 mois qui suivent l'apport dans un fonds starters agréé, l'impôt total, relatif aux revenus de l'année au cours de laquelle il est constaté que le fonds n'a pas respecté ces obligations, est majoré d'un montant égal à autant de fois un quarante-huitième de la réduction d'impôt effectivement obtenue pour les parts dans ce fonds starters agréé conformément au § 1<sup>er</sup> qu'il reste de mois entiers à compter de l'apport ou de l'aliénation de l'investissement pour lequel l'obligation d'investissement n'est pas respectée jusqu'à la fin du délai de 48 mois.

Le maintien de la réduction d'impôt visée au § 1<sup>er</sup> est subordonné au respect de la condition visée au § 3, alinéa 2.

Lorsque la condition visée au § 3, alinéa 2, n'est pas respectée durant les 48 mois qui suivent la libération des actions ou parts de la société, l'impôt total, relatif aux revenus de l'année au cours de laquelle il est constaté que la condition n'a pas été respectée est majoré d'un montant égal à autant de fois un quarante-huitième de la réduction d'impôt effectivement obtenue pour les actions ou parts ou pour les parts dans ce fonds starters agréé conformément au § 1<sup>er</sup> qu'il reste de mois entiers à compter de la date à laquelle la condition n'est pas respectée jusqu'à la fin du délai de 48 mois.

§ 6. Le Roi détermine la manière d'apporter la preuve visée aux §§ 4 et 5, alinéa 1<sup>er</sup>.

De betalingen voor het verwerven van nieuwe aandelen of van rechten van deelneming in een erkend startersfonds komen voor de belastingvermindering in aanmerking tot een bedrag van 100.000 euro per belastbaar tijdperk.

De belastingvermindering is gelijk aan 30 pct. van het in aanmerking te nemen bedrag.

Het in het vierde lid vermelde percentage wordt verhoogd tot 45 pct. voor de in § 1, eerste lid, a, vermelde betalingen voor het verwerven van aandelen van een vennootschap die voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbare tijdperk waarin de kapitaalbreng wordt gedaan, een vennootschap is die tevens aan ten minste aan twee van de drie onderstaande criteria voldoet :

- het balanstotaal bedraagt niet meer dan 350.000 euro;
- de omzet exclusief de belasting over de toegevoegde waarde bedraagt niet meer dan 700.000 euro;
- het gemiddelde personeelsbestand gedurende het jaar bedraagt niet meer dan 10.

De bedragen in euro vermeld in deze paragraaf worden niet geïndexeerd overeenkomstig artikel 178.

§ 4. De betalingen voor aandelen of rechten van deelneming in een erkend startersfonds komen voor de belastingvermindering in aanmerking op voorwaarde dat de belastingplichtige tot staving van zijn aangifte in de personenbelasting van het belastbare tijdperk waarin de betaling is gedaan, de stukken overlegt waaruit blijkt dat :

- voldaan is aan de in §§ 1 en 3 en, in voorkomend geval, in § 2 gestelde voorwaarden;
- hij de aandelen of rechten van deelneming in een erkend startersfonds in het belastbaar tijdperk heeft aangeschaft en deze op het einde van dat belastbaar tijdperk nog in zijn bezit heeft.

§ 5. De in § 1 vermelde belastingvermindering wordt slechts behouden op voorwaarde dat de belastingplichtige tot staving van zijn aangiften in de inkomstenbelastingen van de volgende vier belastbare tijdperken het bewijs levert dat hij de betrokken aandelen of rechten van deelneming in een erkend startersfonds nog in zijn bezit heeft. Aan deze voorwaarde moet niet meer worden voldaan met ingang van het belastbare tijdperk waarin de belastingplichtige aandeelhouder of deelnemer in het fonds is overleden.

Wanneer de betrokken aandelen of rechten van deelneming in een erkend startersfonds anders dan bij overlijden worden overgedragen binnen de 48 maanden na de aanschaffing ervan, wordt de totale belasting met betrekking tot de inkomsten van het belastbare tijdperk van de vervreemding vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan zoveel maal één achtenveertigste van de overeenkomstig § 1 voor die aandelen of die rechten van deelneming in een erkend startersfonds werkelijk verkregen belastingvermindering, als er volle maanden overblijven tot het einde van de periode van 48 maanden.

De in § 1, eerste lid, b, vermelde belastingvermindering voor het verwerven van rechten van deelneming van een erkend startersfonds wordt bovendien slechts behouden op voorwaarde dat de in § 2, derde lid, vermelde investeringsverplichtingen worden nageleefd.

Wanneer de in § 2, derde lid, vermelde investeringsverplichtingen niet worden nageleefd gedurende de 48 maanden die volgen op de inbreng in een erkend startersfonds, wordt de totale belasting met betrekking tot de inkomsten van het jaar waarin wordt vastgesteld dat die verplichtingen door het fonds niet worden nageleefd, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan zoveel maal één achtenveertigste van de overeenkomstig § 1 voor de rechten van deelneming van dat erkend startersfonds werkelijk verkregen belastingvermindering, als er volle maanden overblijven vanaf de inbreng of de vervreemding van de investering waarvoor de beleggingsverplichting niet is nageleefd tot het einde van de periode van 48 maanden.

De in § 1 vermelde belastingvermindering wordt slechts behouden op voorwaarde dat de in § 3, tweede lid, gestelde voorwaarde wordt nageleefd.

Wanneer de in § 3, tweede lid, vermelde voorwaarde niet wordt nageleefd gedurende de 48 maanden volgend op de volstorting van de aandelen van de vennootschap, wordt de totale belasting met betrekking tot de inkomsten van het jaar waarin wordt vastgesteld dat die voorwaarde niet wordt nageleefd, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan zoveel maal één achtenveertigste van de overeenkomstig § 1 voor die aandelen of die rechten van deelneming van een erkend startersfonds werkelijk verkregen belastingvermindering, als er volle maanden overblijven vanaf de datum waarop de voorwaarde niet is nageleefd tot het einde van een periode van 48 maanden.

§ 6. De Koning bepaalt de wijze waarop het in § 4 en § 5, eerste lid, bedoelde beoogde bewijs wordt geleverd.

Le Roi détermine les formalités qu'un fonds starters agréé doit accomplir pour démontrer que les conditions d'investissement prévues au § 2, alinéa 3, sont remplies."

**Art. 49.** Dans la phrase liminaire de l'article 171, 5° et 6°, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, le mot "145<sup>28</sup>," est chaque fois remplacé par les mots "145<sup>26</sup>, 145<sup>28</sup>,".

**Art. 50.** Dans l'article 175 du même Code, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 8 mai 2014, les mots "articles 145<sup>7</sup>, § 2," sont remplacés par les mots "articles 145<sup>7</sup>, § 2, 145<sup>26</sup>, § 5,".

**Art. 51.** Dans l'article 178/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, le mot "145<sup>28</sup>," est remplacé par les mots "145<sup>26</sup>, 145<sup>28</sup>,".

**Art. 52.** A l'article 243, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire, le mot "145<sup>28</sup>," est remplacé par les mots "145<sup>26</sup>, 145<sup>28</sup>,".

2° dans la disposition sous 3°, les mots "articles 145<sup>32</sup>, § 2," sont remplacés par les mots "articles 145<sup>26</sup>, § 5, 145<sup>32</sup>, § 2," et les mots "145<sup>28</sup>, 145<sup>32</sup>, § 1<sup>er</sup>," sont remplacés par les mots "145<sup>26</sup>, §§ 1<sup>er</sup> à 4, 145<sup>28</sup>, 145<sup>32</sup>, § 1<sup>er</sup>,".

**Art. 53.** A l'article 243/1 du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire, le mot "145<sup>28</sup>," est remplacé par les mots "145<sup>26</sup>, 145<sup>28</sup>,".

2° dans la disposition sous 4°, les mots "articles 145<sup>7</sup>, § 2," sont remplacés par les mots "articles 145<sup>7</sup>, § 2, 145<sup>26</sup>, § 5," et les mots "145<sup>28</sup>, 145<sup>32</sup>, § 1<sup>er</sup>," sont remplacés par les mots "145<sup>26</sup>, §§ 1<sup>er</sup> à 4, 145<sup>28</sup>, 145<sup>32</sup>, § 1<sup>er</sup>,".

**Art. 54.** Dans l'article 245, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 8 mai 2014, dans la disposition sous le premier tiret, les mots "articles 145<sup>7</sup>, § 2," sont remplacés par les mots "articles 145<sup>7</sup>, § 2, 145<sup>26</sup>, § 5,".

**Art. 55.** Dans l'article 290, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 8 mai 2014, les mots "articles 145<sup>7</sup>, § 2," sont remplacés par les mots "articles 145<sup>7</sup>, § 2, 145<sup>26</sup>, § 5,".

**Art. 56.** Dans l'article 294, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014, dans la disposition sous 2°, le mot "145<sup>32</sup>, § 2," est chaque fois remplacé par les mots "145<sup>26</sup>, § 5, 145<sup>32</sup>, § 2,".

**Art. 57.** L'article 48 s'applique aux dépenses pour l'acquisition d'actions et parts ou de parts dans un fonds starters agréé émises à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Les articles 49 à 56 s'appliquent à partir de l'exercice d'imposition 2016.

#### Section 2. — Dispense de versement du précompte professionnel pour les entreprises qui débutent

**Art. 58.** Dans le titre VI, chapitre premier, section IV, du même Code, il est inséré un article 275<sup>10</sup> rédigé comme suit :

« Art. 275<sup>10</sup>. Les employeurs définis à l'alinéa 2, qui paient ou attribuent des rémunérations à des travailleurs et qui sont redevables du précompte professionnel sur ces rémunérations en vertu de l'article 270, 1°, sont dispensés de verser 10 p.c. de ce précompte professionnel au Trésor, à condition de retenir la totalité dudit précompte sur ces rémunérations.

Le présent article s'applique aux employeurs qui remplissent simultanément toutes les conditions suivantes :

1° l'employeur entre dans le champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

2° l'employeur est considéré comme une petite société au sens de l'article 15 du Code des sociétés ou est une personne physique qui satisfait *mutatis mutandis* aux critères dudit article 15;

3° l'employeur est enregistré à la Banque-Carrefour des Entreprises depuis 48 mois au plus.

Lorsque, l'employeur continue une activité exercée auparavant par une personne physique ou une autre personne morale, le délai de 48 mois visé à l'alinéa 2, 3°, débute au moment de la première inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises par cette personne physique ou morale.

De Koning bepaalt de formaliteiten die een erkend startersfonds moet vervullen om aan te tonen dat aan in § 2, derde lid, gestelde voorwaarden wordt voldaan. ».

**Art. 49.** In de inleidende zin van artikel 171, 5° en 6°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, wordt het woord "145<sup>28</sup>," telkens vervangen door de woorden "145<sup>26</sup>, 145<sup>28</sup>,".

**Art. 50.** In artikel 175 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 8 mei 2014, worden de woorden "artikelen 145<sup>7</sup>, § 2," vervangen door de woorden "artikelen 145<sup>7</sup>, § 2, 145<sup>26</sup>, § 5,".

**Art. 51.** In artikel 178/1, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, wordt het woord "145<sup>28</sup>," vervangen door de woorden "145<sup>26</sup>, 145<sup>28</sup>,".

**Art. 52.** In artikel 243, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin wordt het woord "145<sup>28</sup>," vervangen door de woorden "145<sup>26</sup>, 145<sup>28</sup>,";

2° in de bepaling onder 3° worden de woorden "artikelen 145<sup>32</sup>, § 2," vervangen door de woorden "artikelen 145<sup>26</sup>, § 5, 145<sup>32</sup>, § 2," en worden de woorden "145<sup>28</sup>, 145<sup>32</sup>, § 1," vervangen door de woorden "145<sup>26</sup>, §§ 1 tot 4, 145<sup>28</sup>, 145<sup>32</sup>, § 1,".

**Art. 53.** In artikel 243/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin wordt het woord "145<sup>28</sup>," vervangen door de woorden "145<sup>26</sup>, 145<sup>28</sup>,";

2° in de bepaling onder 4° worden de woorden "artikelen 145<sup>7</sup>, § 2," vervangen door de woorden "artikelen 145<sup>7</sup>, § 2, 145<sup>26</sup>, § 5," en worden de woorden "145<sup>28</sup>, 145<sup>32</sup>, § 1," vervangen door de woorden "145<sup>26</sup>, §§ 1 tot 4, 145<sup>28</sup>, 145<sup>32</sup>, § 1,".

**Art. 54.** In artikel 245, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 mei 2014, worden in de bepaling onder het eerste streepje de woorden "artikelen 145<sup>7</sup>, § 2," vervangen door de woorden "artikelen 145<sup>7</sup>, § 2, 145<sup>26</sup>, § 5,".

**Art. 55.** In artikel 290, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 mei 2014, worden de woorden "artikelen 145<sup>7</sup>, § 2," vervangen door de woorden "artikelen 145<sup>7</sup>, § 2, 145<sup>26</sup>, § 5,".

**Art. 56.** In artikel 294, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, wordt in de bepaling onder 2° het woord "145<sup>32</sup>, § 2," telkens vervangen door de woorden "145<sup>26</sup>, § 5, 145<sup>32</sup>, § 2,".

**Art. 57.** Artikel 48 is van toepassing op de uitgaven voor het verwerven van aandelen of rechten van deelneming van een erkend startersfonds die worden uitgegeven vanaf 1 juli 2015.

De artikelen 49 tot 56 zijn van toepassing vanaf het aanslagjaar 2016.

#### Afdeling 2. — Vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor startende ondernemingen

**Art. 58.** In titel VI, hoofdstuk I, afdeling IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 275<sup>10</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 275<sup>10</sup>. De in het tweede lid omschreven werkgevers die bezoldigingen van werknemers betalen of toekennen en die krachtens artikel 270, 1°, schuldenaar zijn van de bedrijfsvoorheffing op deze bezoldigingen, worden ervan vrijgesteld 10 pct. van die bedrijfsvoorheffing in de Schatkist te storten, op voorwaarde dat de genoemde voorheffing volledig op die bezoldigingen wordt ingehouden.

Dit artikel is van toepassing op werkgevers die aan alle onderstaande voorwaarden tegelijk voldoen :

1° de werkgever valt onder het toepassingsgebied van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

2° de werkgever wordt aangemerkt als kleine vennootschap op grond van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen of is een natuurlijke persoon die op overeenkomstige wijze beantwoordt aan de criteria van het voormelde artikel 15;

3° de werkgever is sinds ten hoogste 48 maanden ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Wanneer de werkgever een werkzaamheid voortzet die voorheen werd uitgeoefend door een natuurlijke persoon of een andere rechtspersoon, vangt de termijn van 48 maanden vermeld in het tweede lid, 3°, aan op het ogenblik van de eerste inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen door die natuurlijke of rechtspersoon.

Le pourcentage prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est porté à 20 p.c. lorsqu'à la fin de la période imposable l'employeur répond également à au moins deux des trois critères suivants, dont les montants en euro ne sont pas indexés conformément à l'article 178 :

- le total du bilan n'est pas supérieur à 350.000 euros;
- le chiffre d'affaires, hors taxe sur la valeur ajoutée, n'est pas supérieur à 700.000 euros;
- la moyenne des travailleurs occupés pendant l'année n'est pas supérieure à 10.

La dispense de versement du précompte professionnel ne peut pas être appliquée par un employeur :

— pour lequel une déclaration ou une demande de faillite est introduite ou dont la gestion de l'actif lui est retirée en tout ou en partie comme prévu aux articles 7 et 8 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites;

— pour lequel une procédure de réorganisation judiciaire est entamée comme visée à l'article 23 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises;

— qui est une société dissoute et se trouve en liquidation.

Le Roi détermine les formalités à accomplir pour l'application du présent article. ».

**Art. 59.** L'article 58 s'applique aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1<sup>er</sup> août 2015.

*Section 3. — Exonération pour des intérêts de prêts à des entreprises qui débutent*

**Art. 60.** L'article 21 du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 41 de la présente loi, est complété par un 13<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 13<sup>o</sup> sans préjudice de l'application de l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et alinéa 2, les intérêts afférents à la première tranche de 9.965 euros, par année et par contribuable, de nouveaux prêts conclus en dehors de l'activité professionnelle du prêteur, prêtés endéans une période de quatre années par une personne physique à une entreprise avec l'intervention d'une plateforme de *crowdfunding* reconnue afin de permettre à cette entreprise de financer des initiatives économiques nouvelles moyennant le respect des conditions suivantes :

a) l'emprunteur est une petite société au sens de l'article 15 du Code des sociétés ou est une personne physique qui satisfait *mutatis mutandis* aux critères de l'article 15 précité;

b) l'emprunteur est enregistré à la Banque-Carrefour des Entreprises ou dans un registre similaire d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen depuis 48 mois au plus;

c) les prêts sont conclus sur la base de l'octroi d'un intérêt annuel pour une durée d'au moins quatre années;

d) les prêts de refinancement ne sont pas pris en considération pour l'application de la présente mesure;

e) la plateforme de *crowdfunding* doit être agréée par la FSMA ou par une autorité similaire d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen. ».

**Art. 61.** A l'article 199 du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois des 26 mars 1999, 13 décembre 2012, 17 juin 2013 et 19 décembre 2014, les mots "l'article 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup>," sont remplacés par les mots "l'article 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup>,".

**Art. 62.** A l'article 221, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même Code, modifié par les lois des 22 décembre 1998, 26 mars 1999 et 15 décembre 2004, les mots "et les intérêts visés à l'article 21, 13<sup>o</sup>," sont insérés entre les mots "à l'article 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, et 10<sup>o</sup>," et les mots "ainsi que les revenus divers".

**Art. 63.** L'article 307, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 44 de la présente loi, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les contribuables assujettis à l'impôt des personnes physiques sont tenus à titre de prêteur de mentionner le nombre de prêts visés à l'article 21, 13<sup>o</sup>, qu'ils ont conclus. ».

**Art. 64.** A l'article 313, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 27 décembre 2012, les mots "l'article 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>," sont remplacés par les mots "article 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup>," et les mots "aux 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "aux 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup>,".

Het in het eerste lid vermelde percentage wordt verhoogd tot 20 pct. wanneer de werkgever op het einde van het belastbaar tijdperk tevens aan tenminste twee van de drie onderstaande criteria, waarvan de bedragen in euro niet worden geïndexeerd overeenkomstig artikel 178, voldoet :

- het balanstotaal bedraagt niet meer dan 350.000 euro;
- de omzet exclusief de belasting over de toegevoegde waarde bedraagt niet meer dan 700.000 euro;
- het gemiddelde personeelsbestand gedurende het jaar bedraagt niet meer dan 10.

De vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing kan niet worden toegepast door een werkgever :

— waarvoor een aangifte of vordering tot faillietverklaring is ingesteld of waarvan het beheer van het actief geheel of ten dele is ontnomen zoals bepaald in de artikelen 7 en 8 van de faillissementswet van 8 augustus 1997;

— waarvoor een procedure van gerechtelijke reorganisatie is geopend zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen;

— die een ontbonden vennootschap is en zich in staat van vereffening bevindt.

De Koning bepaalt de formaliteiten die moeten worden vervuld voor de toepassing van dit artikel. ».

**Art. 59.** Artikel 58 is van toepassing op de bezoldigingen die worden betaald of toegekend vanaf 1 augustus 2015.

*Afdeling 3. — Vrijstelling voor interesten uit leningen aan startende ondernemingen*

**Art. 60.** Artikel 21 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij artikel 41 van deze wet, wordt aangevuld met een bepaling onder 13<sup>o</sup>, luidende :

« 13<sup>o</sup> onverminderd de toepassing van artikel 18, eerste lid, 4<sup>o</sup>, en tweede lid, interesten met betrekking tot de eerste schijf van 9.965 euro per jaar en per belastingplichtige van nieuwe buiten de beroepswerkzaamheid van de kredietgever afgesloten leningen die gedurende vier jaar werd uitgeleend door een natuurlijk persoon aan een onderneming met tussenkomst van een erkend *crowdfunding*platform teneinde die onderneming in staat te stellen nieuwe economische initiatieven te financieren, mits de volgende voorwaarden worden nageleefd :

a) de kredietnemer wordt aangemerkt als kleine vennootschap op grond van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen of is een natuurlijke persoon die op overeenkomstige wijze beantwoordt aan de criteria van het voormelde artikel 15;

b) de kredietnemer is sinds ten hoogste 48 maanden ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen of in een gelijkaardig register in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

c) de leningen zijn afgesloten op basis van een jaarlijks te betalen interestvoet voor een minimale looptijd van 4 jaar;

d) de herfinancieringsleningen worden niet in aanmerking genomen voor de toepassing van deze maatregel;

e) het *crowdfunding*platform moet erkend zijn door de FSMA of een gelijkaardige Autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte. ».

**Art. 61.** In artikel 199 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1999, 13 december 2012, 17 juni 2013 en 19 december 2014, worden de woorden "de in artikel 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> en 11<sup>o</sup>," vervangen door de woorden "de in artikel 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> en 13<sup>o</sup>,".

**Art. 62.** In artikel 221, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1998, 26 maart 1999 en 15 december 2004, worden de woorden "en de in artikel 21, 13<sup>o</sup>, vermelde interesten" ingevoegd tussen de woorden "eerste inkomstschijven" en de woorden ", evenals in artikel".

**Art. 63.** Artikel 307, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij artikel 44 van deze wet, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De belastingplichtigen die onderworpen zijn aan de personenbelasting, zijn gehouden in hun hoedanigheid van kredietgever, melding te maken van het aantal leningen bedoeld in artikel 21, 13<sup>o</sup>, die ze hebben afgesloten. ».

**Art. 64.** In artikel 313, eerste lid, 6<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 december 2012, worden de woorden "artikel 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, en 10<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "artikel 21, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> en 13<sup>o</sup>" en worden de woorden "5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, en 10<sup>o</sup>," vervangen door de woorden "5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> en 13<sup>o</sup>,".



**Art. 65.** L'article 315, alinéa 2, du même Code, modifié en dernier lieu par l'article 45 de la présente loi, est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> comprend en ce qui concerne les contribuables visés à l'article 307, § 1<sup>er</sup>, alinéa 10, les livres et documents relatifs aux prêts mentionnés à l'article 21, 13<sup>o</sup>. ».

**Art. 66.** Les articles 60 à 64 s'appliquent aux prêts conclus à partir du 1<sup>er</sup> août 2015.

CHAPITRE 3. — *Le régime de taxation applicable aux entreprises du secteur diamantaire ('Régime Diamant')*

**Art. 67.** Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1<sup>o</sup> commerçant en diamants enregistré : la personne physique, la société ou l'établissement belge qui exerce une activité commerciale telle que décrite à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 30 avril 2004 portant des mesures relatives à la surveillance du secteur du diamant, qui est enregistré au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie conformément à l'article 169, § 3, de la loi-programme du 2 août 2002;

2<sup>o</sup> diamants : diamants non montés et taillés, diamants bruts, diamants industriels, boart, diamants synthétiques, poudre de diamants, pour autant qu'ils ne soient pas destinés exclusivement à un usage personnel (codes marchandises 7102 1000, 7102 2100, 7102 2900, 7102 3100, 7102 3900, 7104 2000, 7104 9000, 7105 1000);

3<sup>o</sup> commerce de diamants : l'achat et la vente de diamants par un commerçant en diamants enregistré, éventuellement après qu'ils aient subi une modification commerciale;

4<sup>o</sup> chiffre d'affaires issu du commerce de diamants : le chiffre d'affaires tel que défini à l'article 96, I.A., alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, pour autant qu'il soit issu du commerce de diamants, ou, en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques, déterminé en additionnant le prix de vente total de toutes les factures de vente de la période imposable concernée qui se rapportent à la vente de diamants.

**Art. 68.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve des dérogations visées au présent chapitre, les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 s'appliquent aux commerçants en diamants enregistrés.

Par dérogation aux articles 23, § 2, 24 à 26, 41 à 80, 185, 190bis, 193bis à 201, 205/1 à 207, 228, 233, alinéa 1<sup>er</sup>, 235 à 240bis et 536 du Code des impôts sur les revenus 1992, le résultat imposable du commerce de diamants des commerçants en diamants enregistrés est, exclusivement pour la détermination du bénéfice net issu du commerce de diamants, fixé de manière forfaitaire sur la base de leur chiffre d'affaires issu du commerce de diamants.

Le régime qui détermine le résultat imposable forfaitaire pour le commerce de diamants est appelé le "Régime Diamant".

§ 2. En ce qui concerne un commerçant en diamants enregistré qui commercialise des diamants bruts provenant de l'exploitation propre d'une mine de diamants ou d'une zone d'extraction alluviale propre de diamants, ou qui, en tant que société liée dans le sens de l'article 11 du Code des sociétés, appartient à un groupe de sociétés à l'intérieur duquel se trouve l'exploitation d'une mine de diamants ou d'une zone d'extraction alluviale de diamants et qui intervient dans la commercialisation sur le marché de ces diamants extraits, au moyen de ventes de diamants en nom propre, le Régime Diamant relatif aux ventes de ces diamants extraits par lui-même ou à l'intérieur du groupe de sociétés, ne s'applique que si ce commerçant en diamants enregistré opte pour ce régime au moment de l'introduction de sa déclaration d'impôt.

Une telle option vaut pour une période fixe de trois exercices d'imposition successifs.

§ 3. Si le bénéfice net comptable de la période imposable, pour cause de vol, faillite d'un client ou faillite du commerçant en diamants concerné est inférieur au bénéfice net déterminé de manière forfaitaire par application de l'article 70, le résultat imposable pour l'exercice fiscal concerné est déterminé en appliquant les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992, sans application du Régime Diamant.

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. Si le commerçant en diamants enregistré, en plus de son chiffre d'affaires réalisé issu du commerce de diamants, perçoit également des revenus issus d'autres activités ou d'éléments d'actif auxquels le Régime Diamant ne s'applique pas, ce commerçant doit tenir des comptes séparés pour toutes ces activités, d'une manière qui

**Art. 65.** Artikel 315, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij artikel 45 van deze wet, wordt aangevuld met een bepaling onder 4<sup>o</sup>, luidende :

« 4<sup>o</sup> omvat, voor de in artikel 307, § 1, tiende lid, vermelde belastingplichtigen, de boeken en bescheiden betreffende de in artikel 21, 13<sup>o</sup>, vermelde leningen. ».

**Art. 66.** De artikelen 60 tot 64 zijn van toepassing op de vanaf 1 augustus 2015 afgesloten leningen.

HOOFDSTUK 3. — *Belastingstelsel dat van toepassing is op ondernemingen uit de diamantsector ('Diamant Stelsel')*

**Art. 67.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> geregistreerd diamanthandelaar : de natuurlijke persoon, de vennootschap of de Belgische inrichting die een commerciële activiteit uitoefent zoals omschreven in artikel 1, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 30 april 2004 houdende maatregelen betreffende het toezicht op de diamantsector, die geregistreerd is bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie overeenkomstig artikel 169, § 3, van de programmwet van 2 augustus 2002;

2<sup>o</sup> diamant : ongezette en geslepen diamant, ruwe diamant, industriediamant, boart, synthetische diamant, diamantpoeder, voor zover deze niet uitsluitend voor eigen gebruik bestemd zijn (goederencodes 7102 1000, 7102 2100, 7102 2900, 7102 3100, 7102 3900, 7104 2000, 7104 9000, 7105 1000);

3<sup>o</sup> diamanthandel : de aankoop en verkoop van diamanten door een geregistreerde diamanthandelaar, eventueel na ze een handelsbewerking te hebben doen ondergaan;

4<sup>o</sup> omzet uit de diamanthandel : de omzet zoals gedefinieerd in artikel 96, I.A, eerste lid, van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen, voor zover verbonden aan de diamanthandel, of wat de personenbelasting betreft, vastgesteld door de optelling van de totale verkoopprijs op alle verkoop facturen van het betreffende belastbare tijdperk die betrekking hebben op de verkoop van diamant.

**Art. 68.** § 1. Onder voorbehoud van de in dit hoofdstuk omschreven afwijkingen zijn de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van toepassing op de geregistreerde diamanthandelaars.

In afwijking van de artikelen 23, § 2, 24 tot 26, 41 tot 80, 185, 190bis, 193bis tot 201, 205/1 tot 207, 228, 233, eerste lid, 235 tot 240bis en 536 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt het belastbaar resultaat van de diamanthandel van de geregistreerde diamanthandelaars, uitsluitend voor de vaststelling van de nettowinst voortkomend uit de diamanthandel, forfaitair vastgesteld op basis van de omzet uit die diamanthandel.

Het stelsel dat het forfaitair belastbaar resultaat voor de diamanthandel bepaalt, wordt het "Diamant Stelsel" genoemd.

§ 2. Wat een geregistreerd diamanthandelaar betreft die ruwe diamanten verhandelt die voortkomen uit de eigen uitbating van een diamantmijn of eigen winning van alluviale diamant, of die als verbonden vennootschap in de zin van artikel 11 van het Wetboek Vennootschappen deel uitmaakt van een vennootschapsgroep waarbinnen zich de uitbating van een diamantmijn of de winning van alluviale diamant situeert en die tussenkomt bij de verhandeling naar de markt toe van deze gewonnen diamant door middel van diamantverkopen in eigen naam, geldt de toepassing van het Diamant Stelsel met betrekking tot de verkopen van deze zelf, of binnen de vennootschapsgroep, gewonnen diamant, enkel indien deze geregistreerde diamanthandelaar voor dit stelsel opteert bij het indienen van zijn fiscale aangifte.

Een dergelijke optie geldt voor een vaste termijn van drie opeenvolgende aanslagjaren.

§ 3. Indien de boekhoudkundig vastgestelde nettowinst van het belastbaar tijdperk om redenen van diefstal, faillissement van een klant of faillissement van de betrokken diamanthandelaar minder bedraagt dan de forfaitair vastgestelde nettowinst in toepassing van artikel 70, zal het belastbaar resultaat voor het betreffende belastbare tijdperk vastgesteld worden met toepassing van de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zonder toepassing van het Diamant Stelsel.

**Art. 69.** § 1. Indien de geregistreerde diamanthandelaar naast omzet gerealiseerd uit de diamanthandel eveneens inkomsten verkrijgt uit andere activiteiten of actiefbestanddelen waarop het Diamant Stelsel niet van toepassing is, moet deze handelaar voor al deze activiteiten een afzonderlijk stel rekeningen houden, op een wijze die de totale

fait ressortir sans équivoque le chiffre d'affaires total réalisé qui est issu du commerce de diamants et qui mène à une attribution correcte à ces autres activités des dépenses liées spécifiquement à ces activités.

Lorsqu'une attribution spécifique de dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas possible, le montant des dépenses non spécifiquement liées aux autres activités est scindé forfaitairement en fonction du rapport entre le chiffre d'affaires réalisé issu du commerce de diamants et les revenus bruts de ces autres activités.

§ 2. Lorsque, en application de la loi du 21 novembre 2006 portant une mesure d'accompagnement pour l'actualisation des stocks par les diamantaires agréés, un commerçant en diamants a l'obligation de maintenir le montant de la réévaluation de son stock dans un compte distinct bloqué, le non-respect de cette obligation implique, sans préjudice de l'application par ailleurs du Régime Diamant, la perception de la cotisation prévue par le présent chapitre.

**Art. 70.** § 1<sup>er</sup>. Pour le commerçant en diamants enregistré, l'application du Régime Diamant implique que le résultat imposable issu du commerce de diamants est déterminé à 0,55 p.c. du chiffre d'affaires issu du commerce de diamants.

§ 2. En ce qui concerne la détermination du résultat imposable d'une société, ou d'un établissement belge, le montant ainsi déterminé est, le cas échéant, augmenté avec la différence positive entre la rémunération de référence définie au présent paragraphe pour un dirigeant d'entreprise et la rémunération de dirigeant d'entreprise la plus élevée au sein de la société ou de l'établissement belge, reprise dans les charges de la période imposable.

Cette rémunération de référence est fixée en fonction du chiffre d'affaires issu du commerce de diamants et s'élève à :

— 19.645 EUR pour un chiffre d'affaires jusqu'à un maximum de 1.620.720 EUR;

— 32.745 EUR pour un chiffre d'affaires de plus de 1.620.720 EUR jusqu'à un maximum de 8.103.595 EUR;

— 49.110 EUR pour un chiffre d'affaires de plus de 8.103.595 EUR jusqu'à un maximum de 16.207.190 EUR;

— 65.485 EUR pour un chiffre d'affaires de plus de 16.207.190 EUR jusqu'à un maximum de 32.414.380 EUR;

— 81.855 EUR pour un chiffre d'affaires de plus de 32.414.380 EUR jusqu'à un maximum de 48.621.570 EUR;

— 98.225 EUR pour un chiffre d'affaires de plus de 48.621.570 EUR.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par "dirigeant d'entreprise", la personne physique qui exerce une fonction telle que visée à l'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Chaque commerçant en diamants enregistré, société belge ou établissement belge, est considéré avoir un dirigeant d'entreprise de sorte que pour chaque commerçant en diamants enregistré, la différence positive entre la rémunération de référence et la rémunération portée en charge de la période imposable est ajoutée une fois.

Les dispositions de l'article 178, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992 s'appliquent aux montants visés au présent paragraphe.

§ 3. Si le chiffre d'affaires est exprimé dans une autre devise que l'euro, celle-ci est, pour l'application des §§ 1<sup>er</sup> et 2, convertie au cours de change moyen déterminé pour l'exercice fiscal concerné.

§ 4. Pour l'application de l'impôt des personnes physiques, le résultat net déterminé conformément aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 constitue le revenu professionnel net issu du commerce de diamants. Pour l'application de l'impôt des sociétés, le résultat net déterminé conformément aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 est repris dans le calcul de l'impôt comme le bénéfice net issu du commerce de diamants.

Pour l'application de l'impôt des non-résidents, le résultat net déterminé conformément aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 constitue le montant net des revenus globalisables pour ce qui concerne le bénéfice net issu du commerce de diamants.

Les sociétés et établissements belges qui sont soumis au Régime Diamant, sont exclus de l'application de la déduction pour capital à risque et de la déduction pour capital à risque reportée. Ils ne peuvent en outre pas porter des pertes reportables en déduction du résultat fiscal, sauf s'ils démontrent que ces pertes découlent d'autres opérations que le commerce de diamants et que celles-ci sont uniquement portées en déduction de la partie du résultat taxable qui n'est pas issu du commerce de diamants.

gerealiseerde omzet uit de diamanthandel op een eenduidige wijze tot uitdrukking brengt en die leidt tot een correcte toerekening aan deze andere activiteiten van de specifiek met deze activiteiten verbonden kosten.

Wanneer er geen specifieke toewijzing van kosten als bedoeld in het eerste lid, mogelijk is, wordt het bedrag van de kosten die niet specifiek verbonden zijn aan andere activiteiten forfaitair opgesplitst in functie van de verhouding tussen de omzet uit de diamanthandel en de bruto inkomsten van deze andere activiteiten.

§ 2. Wanneer een diamanthandelaar in toepassing van de wet van 26 november 2006 houdende een begeleidingsmaatregel voor de voorraadactualisering door de erkende diamanthandelaars een verplichting heeft tot behoud van het bedrag van de voorraadherwaardering op een afzonderlijke geblokkeerde reserverekening, leidt het niet respecteren van deze verplichting, onverminderd voor het overige de toepassing van het Diamant Stelsel, tot de heffing van in dit hoofdstuk bepaalde heffing.

**Art. 70.** § 1. Voor de geregistreerde diamanthandelaar houdt de toepassing van het Diamant Stelsel in dat het belastbaar resultaat behaald uit de diamanthandel vastgesteld wordt op 0,55 pct. van de omzet uit de diamanthandel.

§ 2. Wat de vaststelling van het belastbaar resultaat van een vennootschap betreft, of van een Belgische inrichting, wordt het aldus vastgestelde bedrag desgevallend verhoogd met het positieve verschil tussen de in deze paragraaf voor een bedrijfsleider vooropgestelde referentiebezoldiging en de ten laste van het belastbaar tijdperk genomen hoogste bedrijfsleidersbezoldiging van de vennootschap of van de Belgische inrichting.

De vooropgestelde referentiebezoldiging wordt vastgesteld in functie van de omzet uit de diamanthandel en bedraagt :

— 19.645 EUR voor een omzet tot maximaal 1.620.720 EUR;

— 32.745 EUR voor een omzet van meer dan 1.620.720 tot maximaal 8.103.595 EUR;

— 49.110 EUR voor een omzet van meer dan 8.103.595 EUR tot maximaal 16.207.190 EUR;

— 65.485 EUR voor een omzet van meer dan 16.207.190 EUR tot maximaal 32.414.380 EUR;

— 81.855 EUR voor een omzet van meer dan 32.414.380 EUR tot maximaal 48.621.570 EUR;

— 98.225 EUR voor een omzet van meer dan 48.621.570 EUR.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder de term "bedrijfsleider" verstaan de natuurlijke persoon die een functie uitoefent als vermeld in artikel 32, eerste lid, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Elke geregistreerde diamanthandelaar, vennootschap of Belgische inrichting, wordt geacht een bedrijfsleider te hebben zodat bij elke geregistreerde diamanthandelaar eenmaal het positieve verschil tussen de referentiebezoldiging en de ten laste van het belastbaar tijdperk genomen bezoldiging wordt toegevoegd.

De bepalingen van artikel 178, § 3, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 zijn van toepassing op de in deze paragraaf vermelde bedragen.

§ 3. Indien het omzetcijfer is uitgedrukt in een andere munt dan de euro, wordt deze voor de toepassing van §§ 1 en 2 omgerekend tegen de gemiddelde wisselkoers vastgesteld voor het betreffende belastbare tijdperk.

§ 4. Voor de toepassing van de personenbelasting, geldt het overeenkomstig §§ 1 en 2 vastgestelde netto resultaat als het netto beroepsinkomen uit de diamanthandel. Voor de toepassing van de vennootschapsbelasting, wordt de overeenkomstig §§ 1 en 2 vastgestelde netto resultaat opgenomen in de belastingberekening als de netto winst die voortkomt uit de diamanthandel.

Voor de toepassing van de belasting van niet-inwoners geldt het overeenkomstig §§ 1 en 2 vastgestelde netto resultaat als het netto bedrag van de samen te voegen inkomsten voor wat betreft de netto winst uit de diamanthandel.

Vennootschappen en Belgische inrichtingen die onderworpen zijn aan het Diamant Stelsel, worden uitgesloten van de toepassing van de aftrek voor risicokapitaal en van de aftrek van overgedragen aftrek voor risicokapitaal. Zij kunnen tevens geen overdraagbare verliezen in mindering brengen van het belastbaar resultaat, tenzij zij aantonen dat deze verliezen voortkomen uit andere verrichtingen dan de diamanthandel en deze uitsluitend in mindering worden gebracht van het gedeelte van het belastbaar resultaat dat niet voortkomt uit de diamanthandel.

§ 5. En ce qui concerne les immobilisations visées à l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a) et b) du Code des impôts sur les revenus 1992 qui sont utilisées pour l'exercice du commerce de diamants, par dérogation à l'article 292bis du même Code, le crédit d'impôt visé aux articles 289quater à 289novies de ce Code ne peut pas être imputé sur l'impôt des sociétés ou sur l'impôt des non-résidents auquel le commerçant en diamants est assujéti pour tout exercice d'imposition pour lequel le Régime Diamant est appliqué.

**Art. 71.** Le régime pour la détermination du résultat imposable issu du commerce de diamants contenu aux articles 68 à 70 ne s'applique pas au résultat lié au chiffre d'affaires pour lequel l'administration démontre sur la base de critères concrets que celui-ci a été réalisé au moyen d'opérations portant sur des diamants autres que sincères et habituelles.

**Art. 72.** Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2016 à condition qu'il ressorte d'une décision prise par la Commission européenne que le Régime Diamant visé au présent chapitre ne constitue pas une aide d'Etat incompatible visée à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

La réalisation de cette condition fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge* par le ministre des Finances.

Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 30 mars 2015, reste sans effet pour l'application de la mesure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE 4. — Dispositions diverses

##### Section 1<sup>re</sup>. — Déduction pour investissement pour les investissements numériques

**Art. 73.** A l'article 69, § 1<sup>er</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 23 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est complété par un f) rédigé comme suit :

« f) les immobilisations en actifs numériques visant à intégrer et exploiter des systèmes de paiement et de facturation digitaux et les systèmes qui tendent à la sécurisation de la technologie de l'information et de la communication; »;

2<sup>o</sup> le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La déduction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, f), ne s'applique qu'aux personnes physiques qui satisfont *mutatis mutandis* aux critères de l'article 15 du Code des sociétés pour l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle les immobilisations sont acquises ou constituées. ».

**Art. 74.** A l'article 77 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> deux alinéas rédigés comme suit sont insérés avant le texte actuel :

« Le Roi détermine, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres :

— la nature des immobilisations qui entrent en ligne de compte pour la déduction majorée conformément à l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, f);

— les critères auxquels les immobilisations visées au premier tiret doivent répondre pour donner droit à la déduction majorée conformément à l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, f).

Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation des arrêtés pris en exécution de l'alinéa 1<sup>er</sup>, premier tiret. Les arrêtés sont censés ne pas avoir produit leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois de la date de leur publication au *Moniteur belge*. »;

2<sup>o</sup> dans le texte actuel, qui est devenu l'alinéa 3, les mots "conformément à l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "conformément à l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, a) à e) et 3<sup>o</sup>".

**Art. 75.** A l'article 201 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 19 décembre 2014, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 9 et 10 :

« Dans le cas visé à l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, f), la déduction pour investissement n'est applicable que pour les sociétés qui, sur base de l'article 15 du Code des sociétés, sont considérées comme petites sociétés pour l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle les immobilisations sont acquises ou constituées. ».

§ 5. Wat de in artikel 69, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, a) en b) van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vermelde vaste activa betreft die worden gebruikt voor de diamanthandel, kan, in afwijking van artikel 292bis van hetzelfde Wetboek, geen belastingkrediet als bedoeld in de artikelen 289quater tot 289novies van dat Wetboek worden verrekend met de vennootschapsbelasting of met de belasting van niet-inwoners waaraan de diamanthandelaar is onderworpen met betrekking tot enig aanslagjaar waarvoor het Diamant Stelsel van toepassing is.

**Art. 71.** De regeling voor de vaststelling van het belastbaar resultaat uit diamanthandel vervat in de artikelen 68 tot 70 is niet van toepassing op het resultaat verbonden aan de omzet waarvan de administratie op grond van concrete criteria aantoonde dat deze werd gerealiseerd door middel van andere dan oprechte en gebruikelijke diamant-verhandelingen.

**Art. 72.** De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking vanaf aanslagjaar 2016 op voorwaarde dat uit een beslissing genomen door de Europese Commissie blijkt dat het in dit hoofdstuk bedoelde Diamant Stelsel geen onverenigbare staatsteun is als bedoeld in artikel 107 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

De minister van Financiën maakt de vervulling van deze voorwaarde bekend door een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Elke wijziging die vanaf 30 maart 2015 aan de afsluitingsdatum van het boekjaar wordt aangebracht, blijft zonder uitwerking voor de toepassing van de in het eerste lid bedoelde bepalingen.

#### HOOFDSTUK 4. — Diverse bepalingen

##### Afdeling 1. — Investeringsaftrek voor digitale investeringen

**Art. 73.** In artikel 69, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 23 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het eerste lid, 2<sup>o</sup>, wordt aangevuld met een bepaling onder f), luidende :

« f) de digitale vaste activa die dienen voor de integratie en de exploitatie van digitale betalings- en factureringssystemen en de systemen die dienen voor de beveiliging van informatie- en communicatietechnologie; »;

2<sup>o</sup> de paragraaf wordt aangevuld met een lid luidende :

« De aftrek als bedoeld in het eerste lid, 2<sup>o</sup>, f), is slechts van toepassing op natuurlijke personen die op overeenkomstige wijze beantwoorden aan de criteria van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen voor het aanslagjaar dat is verbonden aan het belastbare tijdperk waarin de activa zijn verkregen of tot stand gebracht. ».

**Art. 74.** In artikel 77 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet 25 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht.

1<sup>o</sup> vóór de bestaande tekst worden twee leden ingevoegd, luidende :

« De Koning bepaalt bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad :

— de aard van de activa die in aanmerking komen voor de verhoogde aftrek ingevolge artikel 69, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, f);

— de kenmerken waaraan de in het eerste streepje beoogde activa moeten voldoen om recht te geven op de verhoogde aftrek ingevolge artikel 69, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, f).

De Koning zal bij de Kamer van volksvertegenwoordigers, onmiddellijk indien ze in zitting is, zo niet bij de opening van de eerstvolgende zitting, een ontwerp van wet indienen tot bekrachtiging van de in uitvoering van het eerste lid, eerste streepje, genomen besluiten. Deze besluiten worden geacht geen uitwerking te hebben gehad indien ze niet bij wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na de datum van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. »;

2<sup>o</sup> in de bestaande tekst, die het derde lid is geworden, worden de woorden "ingevolge artikel 69, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "ingevolge artikel 69, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, a) tot e) en 3<sup>o</sup>".

**Art. 75.** In artikel 201 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 19 december 2014, wordt tussen het negende en het tiende lid een lid ingevoegd, luidende :

« In het in artikel 69, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, f), vermelde geval is de investeringsaftrek slechts van toepassing met betrekking tot vennootschappen die op grond van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschappen worden aangemerkt voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbaar tijdperk waarin de vaste activa zijn verkregen of tot stand gebracht. ».

**Art. 76.** Les articles 73 à 75 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2016.

*Section 2. — Réserve de liquidation*

**Art. 77.** Dans l'article 21, 11°, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi-programme du 19 décembre 2014, les mots "de la réserve de liquidation visée à l'article 184<sup>quater</sup>," sont remplacés par les mots "des réserves de liquidation visées aux articles 184<sup>quater</sup> ou 541,".

**Art. 78.** A l'article 171, 3°*septies*, du même Code, inséré par la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "de la réserve de liquidation visée à l'article 184<sup>quater</sup>," sont remplacés par les mots "des réserves de liquidation visées aux articles 184<sup>quater</sup> ou 541,";

2° les mots "dans les conditions prévues à l'article 184<sup>quater</sup>, alinéa 3;" sont remplacés par les mots "dans les conditions visées aux articles 184<sup>quater</sup>, alinéa 3, ou 541,".

**Art. 79.** L'article 209, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi-programme du 19 décembre 2014, le 1°/1 est remplacé par ce qui suit :

« 1°/1 ensuite des réserves de liquidation visées aux articles 184<sup>quater</sup> ou 541; ».

**Art. 80.** A l'article 269, § 1<sup>er</sup>, 8°, du même Code, inséré par la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "de la réserve de liquidation visée à l'article 184<sup>quater</sup>," sont remplacés par les mots "la réserve de liquidation visée aux articles 184<sup>quater</sup> ou 541,";

2° les mots "dans les conditions prévues à l'article 184<sup>quater</sup>, alinéa 3." sont remplacés par les mots "dans les conditions visées aux articles 184<sup>quater</sup>, alinéa 3, ou 541."

**Art. 81.** Dans l'article 463*bis*, § 1<sup>er</sup>, 1°, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2013, les mots ", y compris les cotisations distinctes visées aux articles 219, 219*bis*, 219*ter* et 246, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°," sont remplacés par les mots "à l'exception de la cotisation distincte visée à l'article 219<sup>quater</sup>,".

**Art. 82.** Dans le titre X du même Code, il est inséré un article 541 rédigé comme suit :

« Art. 541. § 1<sup>er</sup>. Une société peut également constituer une réserve de liquidation dans un ou plusieurs comptes distincts dans le passif à concurrence d'une partie ou de la totalité du bénéfice comptable après impôt de l'exercice comptable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2013, pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1° la société est considérée comme petite société sur la base de l'article 15 du Code des sociétés pour l'exercice comptable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2013;

2° la société paie au plus tard le 30 novembre 2015 une cotisation spéciale de 10 p.c., qui est assimilée à la cotisation distincte visée à l'article 219<sup>quater</sup> pour l'application du présent Code, dont la base ainsi que les modalités d'application et de paiement sont déterminées aux §§ 3 et 4;

3° la réserve de liquidation est comptabilisée à un ou plusieurs comptes distincts du passif au plus tard à la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la cotisation spéciale visée au 2° est payée;

4° le montant de la réserve de liquidation visée au présent paragraphe ne dépasse pas le montant du bénéfice comptable après impôt de la période imposable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2013;

5° le montant de la réserve de liquidation visée au présent paragraphe est limité au montant visé au 4° qui est toujours comptabilisé en réserve au début de l'exercice comptable au cours duquel le paiement de la cotisation spéciale visée au 2° a été effectué;

6° les opérations de constitution de la réserve de liquidation visée au présent paragraphe sont effectuées dans le respect des obligations légales et des obligations statutaires éventuelles;

**Art. 76.** De artikelen 73 tot 75 treden in werking vanaf aanslagjaar 2016.

*Afdeling 2. — Liquidatiereserve*

**Art. 77.** In artikel 21, 11°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de woorden "de liquidatiereserve bedoeld in artikel 184<sup>quater</sup>," vervangen door de woorden "de liquidatiereserve bedoeld in de artikelen 184<sup>quater</sup> of 541,".

**Art. 78.** In artikel 171, 3°*septies*, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de liquidatiereserve bedoeld in artikel 184<sup>quater</sup>," worden vervangen door de woorden "de liquidatiereserve bedoeld in de artikelen 184<sup>quater</sup> of 541,";

2° de woorden "op de wijze bedoeld in artikel 184<sup>quater</sup>, derde lid;" worden vervangen door de woorden "op de wijze bedoeld in de artikelen 184<sup>quater</sup>, derde lid, of 541,".

**Art. 79.** Artikel 209, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 19 december 2014, de bepaling onder 1°/1 wordt vervangen als volgt :

« 1°/1 vervolgens uit de liquidatiereserve, bedoeld in de artikelen 184<sup>quater</sup> of 541; ».

**Art. 80.** In artikel 269, § 1, 8°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de liquidatiereserve bedoeld in artikel 184<sup>quater</sup>," worden vervangen door de woorden "de liquidatiereserve bedoeld in de artikelen 184<sup>quater</sup> of 541,";

2° de woorden "op de wijze bedoeld in artikel 184<sup>quater</sup>, derde lid." worden vervangen door de woorden "op de wijze bedoeld in de artikelen 184<sup>quater</sup>, derde lid, of 541."

**Art. 81.** In artikel 463*bis*, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek, laatst vervangen bij de wet van 30 juli 2013, worden de woorden "met inbegrip van de afzonderlijke aanslagen vermeld in de artikelen 219, 219*bis*, 219*ter* en 246, eerste lid, 2° en 3°;" vervangen door de woorden "met uitzondering van de in artikel 219<sup>quater</sup> vermelde afzonderlijke aanslag;".

**Art. 82.** In titel X van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 541 ingevoegd, luidende :

« Art. 541. § 1. Een vennootschap kan, voor een gedeelte of het geheel van de boekhoudkundige winst na belasting van het boekjaar verbonden met aanslagjaar 2013, eveneens een liquidatiereserve aanleggen op één of meerdere afzonderlijke rekeningen van het passief, voor zover de volgende voorwaarden worden nageleefd :

1° de vennootschap wordt op grond van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschap aangemerkt voor het boekjaar dat verbonden is met het aanslagjaar 2013;

2° de vennootschap betaalt ten laatste op 30 november 2015 een bijzondere aanslag van 10 pct., die voor de toepassing van dit Wetboek wordt gelijkgesteld met de in artikel 219<sup>quater</sup> bedoelde afzonderlijke aanslag, waarvan zowel de grondslag als de toepassings- en betalingsmodaliteiten worden bepaald in de §§ 3 en 4;

3° de liquidatiereserve wordt ten laatste op de datum van afsluiten van het boekjaar waarin de in 2° bedoelde bijzondere aanslag is betaald, geboekt op één of meerdere afzonderlijke rekeningen van het passief;

4° het bedrag van de in deze paragraaf bedoelde liquidatiereserve overtreft het bedrag van de boekhoudkundige winst na belastingen voor het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2013 niet;

5° het bedrag van de in deze paragraaf bedoelde liquidatiereserve is beperkt tot het in 4° bedoelde bedrag dat nog steeds in de reserves is geboekt bij het begin van het boekjaar waarin de in 2° bedoelde bijzondere aanslag is betaald;

6° de aanleg van de in deze paragraaf bedoelde liquidatiereserve gebeurt met inachtneming van de wettelijke en eventuele statutaire verplichtingen;

7° la société dépose au service compétent de l'administration en charge de la perception et du recouvrement, au plus tard à la date du paiement de la cotisation spéciale visée au 2°, une déclaration spéciale faisant connaître sa dénomination et son numéro fiscal d'identification ainsi que la base imposable, le taux, le montant de la cotisation spéciale susvisée et confirmant le fait que la société réunissait toutes les conditions visées à l'article 15 du Code des sociétés pour l'exercice comptable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2013;

8° la société joint une copie de la déclaration spéciale visée au 7° à la déclaration à l'impôt des sociétés relative à l'exercice d'imposition qui se rapporte à la période imposable au cours de laquelle le paiement de la cotisation spéciale a été effectué;

9° les comptes annuels relatifs aux exercices comptables se rattachant à l'exercice d'imposition 2013 ont été déposés à la date du 31 mars 2015 soit, en ce qui concerne les sociétés visées à l'article 97 du Code des sociétés, ont été approuvés par l'assemblée générale conformément à l'article 92 du même Code et introduits avec la déclaration à l'impôt des sociétés pour l'exercice d'imposition concerné.

§ 2. Une société peut également constituer une réserve de liquidation dans un ou plusieurs comptes distincts du passif à concurrence d'une partie ou de la totalité du bénéfice comptable après impôt de l'exercice comptable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2014, pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1° la société est considérée comme petite société sur la base de l'article 15 du Code des sociétés pour l'exercice comptable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2014;

2° la société paie au plus tard le 30 novembre 2016 une cotisation spéciale de 10 p.c., qui est assimilée à la cotisation distincte visée à l'article 219<sup>quater</sup> pour l'application du présent Code, dont la base ainsi que les modalités d'application et de paiement sont déterminées aux §§ 3 et 4;

3° la réserve de liquidation est comptabilisée à un ou plusieurs comptes distincts du passif au plus tard à la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la cotisation spéciale visée au 2° est payée;

4° le montant de la réserve de liquidation visée au présent paragraphe ne dépasse pas le montant du bénéfice comptable après impôt de la période imposable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2014;

5° le montant de la réserve de liquidation visée au présent paragraphe est limité au montant visé au 4° qui est toujours comptabilisé en réserve au début de l'exercice comptable au cours duquel le paiement de la cotisation spéciale visée au 2° a été effectué;

6° les opérations de constitution de la réserve de liquidation visée au présent paragraphe sont effectuées dans le respect des obligations légales et des obligations statutaires éventuelles;

7° la société dépose au service compétent de l'administration en charge de la perception et du recouvrement, au plus tard à la date du paiement de la cotisation spéciale visée au 2°, une déclaration spéciale faisant connaître sa dénomination et son numéro fiscal d'identification ainsi que la base imposable, le taux et le montant de la cotisation spéciale susvisée et confirmant le fait que la société réunissait les conditions visées à l'article 15 du Code des sociétés pour l'exercice comptable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2014;

8° la société joint une copie de la déclaration spéciale visée au 7° à la déclaration à l'impôt des sociétés relative à l'exercice d'imposition qui se rapporte à la période imposable au cours de laquelle le paiement de la cotisation spéciale a été effectué;

9° les comptes annuels relatifs à l'exercice comptable se rattachant à l'exercice d'imposition 2014 ont été déposés à la date du 31 mars 2015 ou, en ce qui concerne les sociétés qui clôturent leurs comptes annuels à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014 jusqu'au 30 décembre 2014 inclus, au plus tard sept mois après la date de clôture de l'exercice comptable, soit, en ce qui concerne les sociétés visées à l'article 97 du Code des sociétés, ont été approuvés par l'assemblée générale conformément à l'article 92 du même Code et introduits avec la déclaration à l'impôt des sociétés pour l'exercice d'imposition concerné.

7° de vennootschap dient ten laatste op de datum van de betaling van de in 2° bedoelde bijzondere aanslag, bij de bevoegde dienst van de administratie die belast is met de inning en invordering, een bijzondere aangifte in waarbij ze de administratie in kennis stelt van haar benaming en haar fiscaal identificatienummer evenals van de belastbare grondslag, het tarief, het bedrag van de hiervoor vermelde bijzondere aanslag en de bevestiging van het feit dat de vennootschap aan alle voorwaarden van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen voldeed voor het boekjaar dat verbonden is met het aanslagjaar 2013;

8° de vennootschap voegt een kopie van de in 7° bedoelde bijzondere aangifte bij de aangifte in de vennootschapsbelasting voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbaar tijdperk waarin de bijzondere aanslag werd betaald;

9° de jaarrekeningen met betrekking tot het boekjaar verbonden aan het aanslagjaar 2013 zijn ofwel neergelegd op datum van 31 maart 2015, ofwel, wat de in artikel 97 van het Wetboek van de vennootschappen bedoelde vennootschappen betreft, goedgekeurd door de algemene vergadering overeenkomstig artikel 92 van dat Wetboek en samen met de aangifte in de vennootschapsbelasting ingediend voor het betrokken aanslagjaar.

§ 2. Een vennootschap kan voor een gedeelte of het geheel van de boekhoudkundige winst na belasting van het boekjaar verbonden met aanslagjaar 2014 eveneens een liquidatiereserve aanleggen op één of meerdere afzonderlijke rekeningen van het passief, voor zover de volgende voorwaarden worden nageleefd :

1° de vennootschap wordt op grond van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen als kleine vennootschap aangemerkt voor het boekjaar dat verbonden is met het aanslagjaar 2014;

2° de vennootschap betaalt ten laatste op 30 november 2016 een bijzondere aanslag van 10 pct., die voor de toepassing van dit Wetboek wordt gelijkgesteld met de in artikel 219<sup>quater</sup> bedoelde afzonderlijke aanslag, waarvan zowel de grondslag als de toepassings- en betalingsmodaliteiten worden bepaald in de §§ 3 en 4;

3° de liquidatiereserve wordt ten laatste op het einde van het boekjaar waarin de in 2° bedoelde bijzondere aanslag is betaald, geboekt op één of meerdere afzonderlijke rekeningen van het passief;

4° het bedrag van de in deze paragraaf bedoelde liquidatiereserve overtreft het bedrag van de boekhoudkundige winst na belastingen voor het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2014 niet;

5° het bedrag van in deze paragraaf bedoelde liquidatiereserve is beperkt tot het in 4° bedoelde bedragen die nog steeds in de reserves zijn geboekt bij het begin van het boekjaar waarin de in 2° bedoelde bijzondere aanslag werd betaald;

6° de aanleg van de in deze paragraaf bedoelde liquidatiereserve gebeurt met inachtneming van de wettelijke en eventuele statutaire verplichtingen;

7° de vennootschap dient ten laatste op de datum van de betaling van de in 2° bedoelde bijzondere aanslag, bij de bevoegde dienst van de administratie die belast is met de inning en invordering, een bijzondere aangifte in waarbij ze de administratie in kennis stelt van haar benaming en haar fiscaal identificatienummer evenals van de belastbare grondslag, het tarief, het bedrag van de hiervoor vermelde bijzondere aanslag en de bevestiging van het feit dat de vennootschap aan alle voorwaarden van artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen voldeed voor het boekjaar dat verbonden is met het aanslagjaar 2014;

8° de vennootschap voegt een kopie van het in 7° bedoelde bijzondere aangifte bij de aangifte in de vennootschapsbelasting voor het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbaar tijdperk waarin de bijzondere aanslag werd betaald;

9° de jaarrekeningen met betrekking tot het boekjaar verbonden aan het aanslagjaar 2014 zijn ofwel neergelegd op datum van 31 maart 2015 of, wat de vennootschappen betreft die hun boekhouding afsluiten op een datum die valt van 1 september 2014 tot en met 30 december 2014, ten laatste zeven maanden na de datum van afsluiting van het boekjaar, ofwel, wat in artikel 97 van het Wetboek van de vennootschappen bedoelde vennootschappen betreft, goedgekeurd door de algemene vergadering overeenkomstig artikel 92 van dat Wetboek en samen met de aangifte in de vennootschapsbelasting ingediend voor het betrokken aanslagjaar.

§ 3. La base de la cotisation spéciale visée au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est formée par la partie ou la totalité du bénéfice comptable après impôt de l'exercice comptable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2013 et qui est comptabilisée à un ou plusieurs comptes distincts du passif dans les limites et dans le respect des conditions prévues au § 1<sup>er</sup>.

La base de la cotisation spéciale visée au § 2, 2<sup>o</sup>, est formée par la partie ou la totalité du bénéfice comptable après impôt de l'exercice comptable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2014 et qui est comptabilisée à un ou plusieurs comptes distincts du passif dans les limites et dans le respect des conditions prévues au § 2.

Ces cotisations spéciales sont indépendantes de, et sont, le cas échéant, complémentaires à d'autres impositions qui sont dues en vertu d'autres dispositions du présent Code ou, le cas échéant, dans le cadre de la mise en œuvre de dispositions légales particulières.

Pour l'application du présent Code, les cotisations spéciales visées au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et au § 2, 2<sup>o</sup> ne sont pas considérées comme des frais professionnels au sens de l'article 198, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

§ 4. Le Roi détermine la forme et le contenu de la déclaration spéciale visée au § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et au § 2, 7<sup>o</sup>.

Les cotisations prévues au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et au § 2, 2<sup>o</sup> sont payables au plus tard respectivement au 30 novembre de l'année 2015 et 2016 au compte du service compétent de l'administration en charge de la perception et du recouvrement.

Le redevable doit indiquer sur la formule de paiement son numéro d'identification fiscal, la mention "Art. 541, CIR 92" et l'exercice d'imposition à laquelle la cotisation spéciale se rapporte.

Les cotisations spéciales qui sont payées en application du présent article sont définitivement acquises à l'État. Elles ne sont pas imputées sur l'impôt des sociétés. Les excédents éventuels ne sont pas restitués.

§ 5. Les dispositions de l'article 184<sup>quater</sup>, alinéas 3 à 5, s'appliquent aux réserves de liquidation constituées sur la base du présent article. ».

**Art. 83.** Les articles 77 à 80 et 82 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

L'article 81 s'applique à partir de l'exercice d'imposition 2015.

*Section 3. — Modifications de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance*

**Art. 84.** A l'article 9 de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance, modifié par l'article 61 de la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le point B, les mots "25,91 p.c." et "360 EUR" sont respectivement remplacés par les mots "17,81 p.c." et "235 EUR";

2<sup>o</sup> le point C est rétabli dans la rédaction suivante :

« C. dans le même article, modifié en dernier lieu par B., les mots "17,81 p.c." sont remplacés par les mots "28,03 p.c." et les mots "235 EUR." sont remplacés par les mots "420 EUR."; »;

3<sup>o</sup> dans le point D, les mots "25,91 p.c.", "31,66 p.c.", "360 EUR." et "440 EUR." sont respectivement remplacés par les mots "28,03 p.c.", "33,14 p.c.", "420 EUR." et "500 EUR.".

**Art. 85.** A l'article 10 de la même loi, modifié par la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, les mots "1<sup>er</sup> janvier 2016" sont remplacés par les mots "1<sup>er</sup> août 2015";

2<sup>o</sup> entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« L'article 9.C. entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016. ».

§ 3. De grondslag van de in § 1, 2<sup>o</sup>, bedoelde bijzondere aanslag wordt gevormd door het gedeelte of het geheel van de boekhoudkundige winst na belastingen voor het boekjaar dat verbonden is met het aanslagjaar 2013 en dat geboekt is op één of meerdere afzonderlijke rekeningen van het passief binnen de grenzen en volgens de voorwaarden vermeld in § 1.

De grondslag van de in § 2, 2<sup>o</sup>, bedoelde bijzondere aanslag wordt gevormd door het gedeelte of het geheel van de boekhoudkundige winst na belastingen voor het boekjaar dat verbonden is het aanslagjaar 2014 en dat geboekt is op één of meerdere afzonderlijke rekeningen van het passief binnen de grenzen en volgens de voorwaarden vermeld in § 2.

Deze bijzondere aanslagen staan los van en komen, in voorkomend geval, bovenop andere aanslagen die overeenkomstig andere bepalingen van dit Wetboek of, in voorkomend geval, in het kader van de uitvoering van bijzondere wetsbepalingen verschuldigd zijn.

Voor de toepassing van dit Wetboek, worden de in § 1, 2<sup>o</sup>, en § 2, 2<sup>o</sup>, bedoelde bijzondere aanslagen niet aangemerkt als aftrekbare kosten in de zin van artikel 198, § 1, 1<sup>o</sup>.

§ 4. De Koning bepaalt de vorm en de inhoud van de in § 1, 7<sup>o</sup>, en in § 2, 7<sup>o</sup>, bedoelde bijzondere aangifte.

De in § 1, 2<sup>o</sup>, en § 2, 2<sup>o</sup>, bedoelde aanslagen zijn betaalbaar uiterlijk op respectievelijk 30 november van het jaar 2015 en 30 november van het jaar 2016 op rekening van de bevoegde dienst van de administratie die belast is met de inning en de invordering.

De belastingschuldige moet op het betaalformulier zijn fiscaal identificatienummer, de vermelding "Art. 541, WIB 92" en het aanslagjaar vermelden waarop de bijzondere aanslag betrekking heeft.

De bij toepassing van dit artikel betaalde bijzondere aanslagen zijn definitief verworven door de Staat. Ze worden niet verrekend met de vennootschapsbelasting. De eventuele overschotten zijn niet terugbetaalbaar.

§ 5. De bepalingen van artikel 184<sup>quater</sup>, derde tot vijfde lid, zijn van toepassing op de op basis van dit artikel aangelegde liquidatiereserves. ».

**Art. 83.** De artikelen 77 tot 80 en 82 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Artikel 81 is van toepassing vanaf aanslagjaar 2015.

*Afdeling 3. — Wijzigingen van de wet van 15 mei 2014 houdende uitvoering van het pact voor competitiviteit, werkgelegenheid en relance*

**Art. 84.** In artikel 9 van de wet van 15 mei 2014 houdende uitvoering van het pact voor competitiviteit, werkgelegenheid en relance, gewijzigd bij artikel 61 van de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in punt B worden de woorden "25,91 pct." en "360 EUR" respectievelijk vervangen door de woorden "17,81 pct." en "235 EUR";

2<sup>o</sup> het punt C wordt hersteld als volgt :

« C. in hetzelfde artikel, laatstelijk gewijzigd bij B., worden de woorden "17,81 pct." vervangen door de woorden "28,03 pct." en worden de woorden "235 EUR." vervangen door de woorden "420 EUR."; »;

3<sup>o</sup> in punt D worden de woorden "25,91 pct.", "31,66 pct.", "360 EUR." en "440 EUR." respectievelijk vervangen door de woorden "28,03 pct.", "33,14 pct.", "420 EUR." en "500 EUR.".

**Art. 85.** In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het tweede lid worden de woorden "1 januari 2016" vervangen door de woorden "1 augustus 2015";

2<sup>o</sup> tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

« Artikel 9.C. treedt in werking op 1 januari 2016. ».

## Section 4. — Intercommunales

**Art. 86.** Dans l'article 180 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1°, abrogé par la loi-programme du 19 décembre 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 1° les intercommunales, les structures de coopération, les associations de projet, les régies communales autonomes et les associations visées à l'alinéa 2 qui, dans le cadre de leur objet social, à titre principal :

— exploitent un hôpital tel que défini à l'article 2 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins; ou

— exploitent une institution qui assiste des victimes de la guerre, des handicapés, des personnes âgées, des mineurs d'âge protégés ou des indigents; »;

2° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les intercommunales, les structures de coopération, les associations de projet, les régies communales autonomes et les associations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont :

a) les intercommunales régies par la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales;

b) les intercommunales régies par le décret de la Région wallonne du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes;

c) les structures de coopération, à l'exception des associations inter-locales, régies par le décret de la Communauté flamande du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale;

d) les associations de projet régies par le décret de la Région wallonne du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes;

e) les régies communales autonomes régies par la nouvelle loi communale du 24 juin 1988;

f) les régies communales autonomes régies par le décret communal de la Communauté flamande du 15 juillet 2005;

g) les associations régies par le chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

h) les associations régies par le titre VIII du décret de la Communauté flamande du 19 décembre 2008 relatif à l'organisation des centres publics d'aide sociale. ».

**Art. 87.** L'article 202, § 2, alinéa 3, 2°, du même Code, abrogé par la loi-programme du 19 décembre 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 2° alloués ou attribués par des intercommunales, des structures de coopération, des associations de projet, des régies communales autonomes et des associations visées à l'article 180, 1°; ».

**Art. 88.** L'article 203, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, abrogé par la loi-programme du 19 décembre 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 2. Le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ne s'applique pas aux dividendes alloués ou attribués par les intercommunales, les structures de coopération, les associations de projet, les régies communales autonomes et les associations visées à l'article 180, 1°. ».

**Art. 89.** Dans l'article 222 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 11 décembre 2008, les mots "à l'article 220, 3<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "aux articles 180, 1°, et 220, 3<sup>o</sup>".

**Art. 90.** L'article 224 du même Code, abrogé par la loi-programme du 19 décembre 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 224. Les intercommunales, les structures de coopération, les associations de projet, les régies communales autonomes et les associations, visées à l'article 180, 1°, sont également imposables sur le montant total des sommes attribuées à toute société ou autre personne morale à titre de dividendes, à l'exclusion de ceux attribués à l'Etat, aux communautés, aux régions, aux provinces, aux agglomérations, aux fédérations de communes, aux communes et aux centres publics d'action sociale. ».

**Art. 91.** Les articles 21 à 23 et 25 de la loi-programme du 19 décembre 2014 sont retirés.

## Afdeling 4. — Intercommunales

**Art. 86.** In artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatst gewijzigd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling opgenomen onder 1°, opgeheven bij de programmawet van 19 december 2014, wordt hersteld als volgt :

« 1° in het tweede lid bedoelde intercommunales, samenwerkingsverbanden, projectverenigingen, autonome gemeentebedrijven en verenigingen die, in het kader van hun maatschappelijk belang, hoofdzakelijk :

— een ziekenhuis zoals gedefinieerd in artikel 2 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, uitbaten; of

— een instelling die oorlogsslachtoffers, mindervaliden, bejaarden, beschermde minderjarigen of behoeftigen bijstaat, uitbaten; »;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid luidende :

« De in het eerste lid, 1° bedoelde intercommunales, samenwerkingsverbanden, projectverenigingen, autonome gemeentebedrijven en verenigingen zijn :

a) intercommunales beheerst door de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales

b) intercommunales beheerst door het decreet van het Waalse Gewest van 19 juli 2006 tot wijziging van Boek V van het eerste deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en betreffende de wijzen van samenwerking tussen gemeenten;

c) samenwerkingsverbanden, met uitzondering van interlokale verenigingen, beheerst door het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2001 houdende de intergemeentelijke samenwerking;

d) projectverenigingen beheerst door het decreet van het Waalse Gewest van 19 juli 2006 tot wijziging van Boek V van het eerste deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en betreffende de wijzen van samenwerking tussen gemeenten;

e) autonome gemeentebedrijven beheerst door de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988;

f) autonome gemeentebedrijven beheerst door het gemeentedecreet van de Vlaamse Gemeenschap van 15 juli 2005;

g) de verenigingen beheerst door hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

h) de verenigingen beheerst door titel VIII van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 19 december 2008 betreffende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. ».

**Art. 87.** Artikel 202, § 2, derde lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de programmawet van 19 december 2014, wordt hersteld in de volgende lezing :

« 2° die worden verleend of toegekend door de in artikel 180, 1°, bedoelde intercommunales, samenwerkingsverbanden, projectverenigingen, autonome gemeentebedrijven en verenigingen; ».

**Art. 88.** Artikel 203, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de programmawet van 19 december 2014, wordt hersteld in de volgende lezing :

« § 2. Paragraaf 1, eerste lid, 1°, is niet van toepassing op dividend die worden verleend of toegekend door de in artikel 180, 1°, bedoelde intercommunales, samenwerkingsverbanden, projectverenigingen, autonome gemeentebedrijven en verenigingen. ».

**Art. 89.** In artikel 222 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 11 december 2008, worden de woorden "artikel 220, 3<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "de artikelen 180, 1°, en 220, 3<sup>o</sup>".

**Art. 90.** Artikel 224 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de programmawet van 19 december 2014, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 224. De in artikel 180, 1°, bedoelde intercommunales, samenwerkingsverbanden, projectverenigingen, autonome gemeentebedrijven en verenigingen zijn eveneens belastbaar op het totale bedrag van de sommen toegekend als dividend aan enige vennootschap of andere rechtspersoon, met uitzondering van die toegekend aan de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. ».

**Art. 91.** De artikelen 21 tot 23 en 25 van de programmawet van 19 december 2014 worden ingetrokken.

**Art. 92.** L'article 26 de la loi-programme du 19 décembre 2014 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. Le passage d'une intercommunale, d'une structure de coopération ou d'une association de projet à l'impôt des sociétés se fait aux conditions suivantes :

1° la partie du capital social, des primes d'émission ou des sommes souscrites à l'occasion de l'émission de parts bénéficiaires, qui a réellement été libérée au cours des exercices comptables clôturés avant l'exercice comptable se rattachant au premier exercice d'imposition pour lequel l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet est assujettie à l'impôt des sociétés, est considérée comme du capital libéré au sens de l'article 184 du Code des impôts sur les revenus 1992, aux conditions prévues par les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de cet article;

2° les bénéfices antérieurement réservés, incorporés ou non au capital, et les provisions pour risques et charges qui sont comptabilisés par l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet dans les comptes annuels afférents à l'exercice comptable clôturé avant l'exercice comptable se rattachant au premier exercice d'imposition pour lequel l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet est assujettie à l'impôt des sociétés sont considérés comme des réserves déjà taxées;

3° les plus-values de réévaluation et les subsides en capital comptabilisés par l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet dans les comptes annuels afférents à l'exercice comptable clôturé avant l'exercice comptable se rattachant au premier exercice d'imposition pour lequel l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet est assujettie à l'impôt des sociétés, ne sont exonérés que s'ils restent portés dans un ou plusieurs comptes distincts du passif et ne peuvent servir de base pour des rémunérations ou attributions quelconques;

4° les frais qui sont réellement supportés par l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet au cours d'un exercice d'imposition qui prend cours à partir du premier jour de l'exercice d'imposition à partir duquel elle est assujettie à l'impôt des sociétés et qui ont fait l'objet d'une provision pour risques et charges au sens de la loi comptable constituée au cours d'un exercice d'imposition pour lequel l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet était soumise à l'impôt des personnes morales, sont déductibles au titre de frais professionnels pour l'exercice d'imposition au cours duquel ils ont été réellement supportés pour autant qu'il soit satisfait aux conditions de l'article 49 du Code des impôts sur les revenus 1992;

5° les pertes définitives sur des actifs, qui sont réalisées par l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet au sens de l'article 49 du Code des impôts sur les revenus 1992 au cours d'un exercice d'imposition pour lequel elle est assujettie à l'impôt des sociétés et qui ont fait l'objet d'une réduction de valeur comptabilisée au cours d'un exercice d'imposition pour lequel l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet était soumise à l'impôt des personnes morales, sont déductibles au titre de frais professionnels pour l'exercice d'imposition au cours duquel elles ont été réalisées;

6° les amortissements, moins-values ou plus-values à prendre en considération dans le chef de l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet sur ses actifs sont déterminés comme si l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet avait toujours été assujettie à l'impôt des sociétés;

7° les pertes subies antérieurement par l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet qui sont comptabilisées dans les comptes annuels afférents à l'exercice comptable clôturé avant l'exercice comptable se rattachant au premier exercice d'imposition pour lequel l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet est assujettie à l'impôt des sociétés ne peuvent pas être prises en compte pour déterminer la base imposable des exercices d'imposition pour lesquels l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet est assujettie à l'impôt des sociétés.

Toute reprise d'une réduction de valeur visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> fera, le cas échéant, l'objet d'une majoration de la situation de début des réserves taxées de l'exercice d'imposition concerné à concurrence du montant de cette reprise.

Lorsque l'examen de la comptabilité d'une période imposable pour laquelle l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association

**Art. 92.** Artikel 26 van de programmawet van 19 december 2014 wordt vervangen als volgt :

« Art. 26. De overgang van een intercommunale, een samenwerkingsverband of een projectvereniging, naar de vennootschapsbelasting vindt onder de volgende voorwaarden plaats :

1° het deel van het maatschappelijk kapitaal, van de uitgiftepremies of van de bedragen waarop ingeschreven wordt ter gelegenheid van de uitgifte van winstbewijzen, dat voorheen werkelijk werd gestort tijdens de boekjaren afgesloten voor het boekjaar dat verbonden is aan het eerste aanslagjaar waarvoor de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de vennootschapsbelasting is onderworpen, wordt aangemerkt als gestort kapitaal in de zin van artikel 184 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, onder de voorwaarden bedoeld in het eerste en tweede lid van dit artikel;

2° de voorheen gereserveerde winsten, al dan niet geïncorporeerd in kapitaal, en de voorzieningen voor risico's en kosten die door de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging zijn geboekt in de jaarrekening met betrekking tot het boekjaar afgesloten voor het boekjaar dat verbonden is aan het eerste aanslagjaar waarvoor de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de vennootschapsbelasting is onderworpen, worden als reeds belaste reserves beschouwd;

3° de herwaarderingsmeerwaarden en de kapitaalsubsidies die door de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging zijn geboekt in de jaarrekening met betrekking tot het boekjaar afgesloten voor het boekjaar dat verbonden is aan het eerste aanslagjaar waarvoor de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de vennootschapsbelasting is onderworpen, worden slechts vrijgesteld voor zover ze op één of meer afzonderlijke rekeningen van het passief geboekt blijven en niet tot grondslag dienen voor enige beloning of toekenning;

4° de kosten die werkelijk door de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging worden gedragen tijdens een aanslagjaar dat aanvangt vanaf de eerste dag van het aanslagjaar waarvoor de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de vennootschapsbelasting is onderworpen en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een voorziening voor risico's en kosten in de zin van de boekhoudwetgeving die werd aangelegd tijdens een aanslagjaar waarvoor de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de rechtspersonenbelasting was onderworpen, zijn als beroepskosten aftrekbaar voor het aanslagjaar tijdens hetwelk zij werkelijk zijn gedragen voor zover is voldaan aan de voorwaarden van artikel 49 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

5° definitieve verliezen op activa, die worden verwezenlijkt door de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging in de zin van artikel 49 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 tijdens een aanslagjaar waarvoor de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de vennootschapsbelasting is onderworpen en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een waardevermindering geboekt tijdens een aanslagjaar waarvoor de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de rechtspersonenbelasting was onderworpen, zijn als beroepskosten aftrekbaar voor het aanslagjaar gedurende hetwelk deze werden gerealiseerd;

6° de in hoofde van de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging in aanmerking te nemen afschrijvingen, min- of meerwaarden op activa worden bepaald alsof de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging altijd aan de vennootschapsbelasting onderworpen is geweest;

7° de door de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging voorheen geleden verliezen die zijn geboekt in de jaarrekening met betrekking tot het boekjaar afgesloten voor het boekjaar dat verbonden is aan het eerste aanslagjaar waarvoor de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de vennootschapsbelasting is onderworpen, mogen niet in rekening worden gebracht voor de bepaling van de belastbare grondslag van aanslagjaren voor dewelke de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aan de vennootschapsbelasting is onderworpen.

Elke terugname van een in het eerste lid vermelde waardevermindering zal, in voorkomend geval, het voorwerp uitmaken van een verhoging van de begintoestand van de belaste reserves van het desbetreffende aanslagjaar ten belope van het bedrag van deze terugname.

Wanneer bij het onderzoek van de boekhouding over een belastbaar tijdperk voor hetwelk de intercommunale, het samenwerkingsverband



de projet est assujettie à l'impôt des sociétés fait apparaître des sous-estimations d'éléments de l'actif ou des surestimations d'éléments du passif visées à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, celles-ci ne sont pas, par dérogation à l'article 361 du même Code, considérées comme des bénéficiaires de cette période imposable, à condition que l'intercommunale, la structure de coopération ou l'association de projet apporte la preuve qu'elles trouvent leur origine au cours d'une période imposable pour laquelle elle était assujettie à l'impôt des personnes morales. ».

**Art. 93.** Les articles 86 et 89 à 91 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 1<sup>er</sup> août 2015.

Les articles 87 et 88 s'appliquent à partir de l'exercice d'imposition 2015 aux dividendes qui sont alloués ou attribués par des intercommunales, des structures de coopération, des associations de projet, des régions communales autonomes et des associations visées à l'article 180, 1<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, pour leurs exercices comptables clôturés au plus tôt le 1<sup>er</sup> août 2015.

*Section 5. — Modifications en matière de la réduction supplémentaire pour pensions et revenus de remplacement*

**Art. 94.** A l'article 154 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 17 mai 2007 et modifié par les lois des 8 juin 2008, 22 décembre 2008, 21 décembre 2009, 13 décembre 2012 et 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans les autres cas que ceux visés au § 2 et lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement d'allocations de chômage ou d'indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité, la réduction supplémentaire est égale à la différence positive entre :

1<sup>o</sup> le montant de l'impôt qui subsiste après application des articles 147 à 153, et

2<sup>o</sup> la différence entre :

— lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement d'allocations de chômage, ces allocations de chômage et le montant maximum applicable conformément au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>;

— lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement d'indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité, ces indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité et le montant maximum applicable conformément au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>. »;

2<sup>o</sup> dans le § 3, l'alinéa 2 est supprimé;

3<sup>o</sup> le paragraphe 4, dont le texte actuel formera le paragraphe 5, est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Dans les autres cas que ceux visés au §§ 2 et 3 et lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement de pensions ou revenus de remplacement, la réduction supplémentaire est égale à 109 p.c. de la différence positive entre :

1<sup>o</sup> le montant de l'impôt qui subsiste après application des articles 147 à 153 et

2<sup>o</sup> la différence entre ces pensions et revenus de remplacement et le montant maximum applicable conformément au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

La réduction supplémentaire est le cas échéant répartie en proportion de la quotité de l'impôt qui subsiste après application des articles 147 à 153 et relatif respectivement aux pensions et autres revenus de remplacements, aux allocations de chômage ou aux indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité et le total de l'impôt qui subsiste après application des articles 147 à 153.

Lorsqu'une imposition commune est établie, tant l'ensemble des revenus nets que le montant de l'impôt subsistant des deux conjoints sont pris en considération pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La réduction supplémentaire ainsi calculée est répartie proportionnellement sur le montant de l'impôt de chacun des conjoints qui subsiste après application des articles 147 à 153. ».

**Art. 95.** L'article 94 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2016.

of de projectvereniging aan de vennootschapsbelasting is onderworpen, onderwaarderingen van activa of overwaarderingen van passiva vermeld in artikel 24, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden vastgesteld, worden deze, in afwijking van artikel 361 van hetzelfde Wetboek, niet als winst van dit belastbaar tijdperk aangemerkt op voorwaarde dat de intercommunale, het samenwerkingsverband of de projectvereniging aantoonde dat deze hun oorsprong vinden tijdens een belastbaar tijdperk voor hetwelk zij aan de rechtspersonenbelasting was onderworpen. ».

**Art. 93.** De artikelen 86 en 89 tot 91 treden in werking vanaf aanslagjaar 2015 en zijn van toepassing op de boekjaren die ten vroegste op 1 augustus 2015 worden afgesloten.

De artikelen 87 en 88 zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2015 op de dividenden die zijn verleend of toegekend door de intercommunales, samenwerkingsverbanden, projectverenigingen, autonome gemeentebedrijven en verenigingen bedoeld in artikel 180, 1<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, voor hun boekjaren afgesloten ten vroegste op 1 augustus 2015.

*Afdeling 5. — Wijzigingen inzake de bijkomende vermindering voor pensioenen en vervangingsinkomsten*

**Art. 94.** In artikel 154 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 17 mei 2007 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2008, 21 december 2009, 13 december 2012 en 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 3 wordt het eerste lid als volgt vervangen :

« In de andere dan in § 2 bedoelde gevallen en wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit werkloosheidsuitkeringen of uitsluitend bestaat uit wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen, is de bijkomende vermindering gelijk aan van het positieve verschil tussen :

1<sup>o</sup> het bedrag van de belasting dat nog overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 153, en

2<sup>o</sup> het verschil tussen :

— wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit werkloosheidsuitkeringen, die werkloosheidsuitkeringen en het maximumbedrag dat overeenkomstig § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van toepassing is;

— wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen, die wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen en het maximumbedrag dat overeenkomstig § 2, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van toepassing is. »;

2<sup>o</sup> in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven;

3<sup>o</sup> paragraaf 4, waarvan de huidige tekst paragraaf 5 zal vormen, wordt als volgt vervangen :

« § 4. In de andere dan in §§ 2 en 3 bedoelde gevallen en wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit pensioenen en vervangingsinkomsten, is de bijkomende vermindering gelijk aan 109 pct. van het positieve verschil tussen :

1<sup>o</sup> het bedrag van de belasting dat nog overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 153, en

2<sup>o</sup> het verschil tussen die pensioenen en vervangingsinkomsten en het maximumbedrag dat overeenkomstig § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van toepassing is.

De bijkomende vermindering wordt in voorkomend geval verdeeld naar de verhouding van het gedeelte van de belasting dat nog overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 153 en dat respectievelijk betrekking heeft op pensioenen of andere vervangingsinkomsten, op werkloosheidsuitkeringen of op wettelijke ziekte- en invaliditeitsvergoedingen met het totaal van de belasting dat overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 153.

Wanneer een gemeenschappelijke aanslag wordt gevestigd, worden zowel de totale netto-inkomens als het bedrag van de overblijvende belasting van de beide echtgenoten samengeteld voor de toepassing van het eerste lid.

De aldus berekende bijkomende vermindering wordt verdeeld in verhouding tot het bedrag van de belasting van elke echtgenoot die nog overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 153. ».

**Art. 95.** Artikel 94 is van toepassing vanaf aanslagjaar 2016.

CHAPITRE 5. — *Etablissements de crédit et entreprises d'assurances*

**Art. 96.** A l'article 205, § 3, du même Code, inséré par la loi du 21 décembre 2009, les mots "y compris les revenus qui ne sont pas déduits en application de l'article 207, alinéas 4 à 7," sont insérés entre les mots "qui n'ont pu être déduits," et les mots "peuvent être reportés sur les périodes imposables postérieures".

**Art. 97.** A l'article 207 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots "et 536";

2° dans l'alinéa 3, deuxième tiret, les mots "article 205quinquies" sont remplacés par les mots "article 536";

3° l'article est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Dans le chef des établissements de crédit de droit belge qui sont agréés en vertu de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des autres établissements de crédit qui exercent leurs activités en Belgique, la déduction qui est réellement appliquée en vertu des articles 202 à 205, ainsi que les déductions visées aux articles 205bis à 205novies et à l'article 206, sont réduites à concurrence du montant déterminé conformément à l'alinéa 5, par lequel cette réduction est appliquée successivement, sur le montant réellement utilisé, avant l'application de la réduction prévue par cet alinéa, de :

1° la déduction visée à l'article 206;

2° la déduction visée aux articles 202 à 205, par laquelle la réduction est appliquée par priorité sur les revenus définitivement taxés déductibles qui sont reportables en vertu de l'article 205, § 3;

3° la déduction visée aux articles 205bis à 205novies;

sans que la réduction de la déduction visée au 2° ne puisse engendrer une augmentation du montant de la déduction pour capital à risque réellement déduit tel que déterminé avant l'application de cet alinéa.

Le montant de la réduction visée à l'alinéa 4 est égal :

— au montant figurant sous la rubrique "Dettes envers la clientèle" tel que repris sous le Code 229 dans le tableau 00.20 (solo) "Dettes envers la clientèle" du Schéma A en ce qui concerne les informations territoriales à communiquer;

— multiplié par un pourcentage de 2,37 p.c. et à nouveau;

— multiplié par le taux de la déduction pour capital à risque d'application à la société concernée pour l'exercice d'imposition correspondant.

Dans le chef des entreprises d'assurances de droit belge qui sont agréées en vertu de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances et des autres entreprises d'assurances qui exercent leurs activités en Belgique, la déduction qui est réellement appliquée en vertu des articles 202 à 205, ainsi que les déductions visées aux articles 205bis à 205novies et à l'article 206, sont réduites à concurrence du montant déterminé conformément à l'alinéa 7, par lequel cette réduction est appliquée successivement, sur le montant réellement utilisé, avant l'application de la réduction prévue par cet alinéa, de :

1° la déduction visée à l'article 206;

2° la déduction visée aux articles 202 à 205, par laquelle la réduction est appliquée par priorité sur les revenus définitivement taxés déductibles qui sont reportables en vertu de l'article 205, § 3;

3° la déduction visée aux articles 205bis à 205novies;

sans que la réduction de la déduction visée au 2° ne puisse engendrer une augmentation du montant de la déduction pour capital à risque réellement déduit tel que déterminé avant l'application de cet alinéa.

Le montant de la réduction visée à l'alinéa 6 est égal :

— au montant total figurant aux postes C. "Provisions techniques" (code 14) et D. "Provisions techniques relatives aux opérations liées à un fonds d'investissement du groupe d'activités "vie" lorsque le risque de placement n'est pas supporté par l'entreprise" (code 15) du bilan, tels que ces postes du bilan sont décrits dans l'Annexe (Chapitre I<sup>er</sup>, Section I<sup>re</sup>) de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance;

— multiplié par un pourcentage de 1,88 p.c. et à nouveau;

— multiplié par le taux de la déduction pour capital à risque d'application pour l'exercice d'imposition correspondant. ».

HOOFDSTUK 5. — *Kredietinstellingen en verzekeringsondernemingen*

**Art. 96.** In artikel 205, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 december 2009, worden de woorden "met inbegrip van de inkomsten die niet worden afgetrokken bij toepassing van artikel 207, vierde tot zevende lid," ingevoegd tussen de woorden "die niet kunnen worden afgetrokken," en de woorden "mogen naar volgende belastbare tijdperken".

**Art. 97.** In artikel 207 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "en 536" ingevoegd tussen de woorden "199 tot 206" en de woorden "bepaalde aftrekken";

2° in het derde lid, tweede streepje, worden de woorden "artikel 205quinquies" vervangen door de woorden "artikel 536";

3° het artikel wordt aangevuld met vier leden, luidende :

« Ten name van kredietinstellingen naar Belgisch recht die zijn erkend overeenkomstig de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en andere kredietinstellingen die hun activiteiten op het Belgisch grondgebied uitoefenen, worden de aftrek die bij toepassing van de artikelen 202 tot 205 werkelijk wordt toegepast, evenals de aftrekken bedoeld in de artikelen 205bis tot 205novies en in artikel 206 verminderd met het bedrag vastgesteld overeenkomstig het vijfde lid, waarbij deze vermindering achtereenvolgens wordt toegepast op het werkelijk gebruikte bedrag, vóór de toepassing van de vermindering vervat in dit lid, van :

1° de in artikel 206 bedoelde aftrek;

2° de in artikelen 202 tot 205 bedoelde aftrek, waarbij de vermindering bij voorrang wordt toegepast op de aftrekbaar definitief belaste inkomsten die krachtens artikel 205, § 3, overdraagbaar zijn;

3° de in de artikelen 205bis tot 205novies bedoelde aftrek;

zonder dat de vermindering van de aftrek bedoeld in 2° er toe kan leiden dat het bedrag aan werkelijk afgetrokken aftrek voor risicokapitaal zoals vastgesteld voorafgaand aan de toepassing van dit lid, toeneemt.

Het bedrag van de vermindering bedoeld in het vierde lid is gelijk :

— aan het bedrag vermeld onder de rubriek "Schulden tegenover cliënten" zoals opgenomen in Lijn 229 in tabel 00.20 (solo) "Schulden tegenover cliënten" van het Schema A wat de territoriale rapportering betreft;

— vermenigvuldigd met een percentage van 2,37 pct. en nogmaals;

— vermenigvuldigd met het tarief van de aftrek voor risicokapitaal van toepassing voor de betrokken vennootschap voor het betreffende aanslagjaar.

Ten name van verzekeringsondernemingen naar Belgisch recht die zijn erkend overeenkomstig de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen en andere verzekeringsondernemingen die hun activiteiten op het Belgisch grondgebied uitoefenen, worden de aftrek die bij toepassing van de artikelen 202 tot 205 werkelijk wordt toegepast, evenals de aftrekken bedoeld in de artikelen 205bis tot 205novies en in artikel 206 verminderd met het bedrag vastgesteld overeenkomstig het zevende lid, waarbij deze vermindering achtereenvolgens wordt toegepast op het werkelijk gebruikte bedrag, vóór de toepassing van de vermindering vervat in dit lid, van :

1° de in artikel 206 bedoelde aftrek;

2° de in artikelen 202 tot 205 bedoelde aftrek, waarbij de vermindering bij voorrang wordt toegepast op de aftrekbaar definitief belaste inkomsten die krachtens artikel 205, § 3, overdraagbaar zijn;

3° de in de artikelen 205bis tot 205novies bedoelde aftrek;

zonder dat de vermindering van de aftrek bedoeld in 2° er toe kan leiden dat het bedrag aan werkelijk afgetrokken aftrek voor risicokapitaal zoals vastgesteld voorafgaand aan de toepassing van dit lid, toeneemt.

Het bedrag van de vermindering bedoeld in het zesde lid is gelijk :

— aan totaal bedrag vermeld onder de posten C. "Technische voorzieningen" (code 14) en D. "Technische voorzieningen betreffende de verrichtingen verbonden aan een beleggingsfonds van de groep van activiteiten "Leven" wanneer het beleggingsrisico niet gedragen wordt door de onderneming" (code 15) van de balans, zoals die balansposten worden omschreven in de bijlage (Hoofdstuk I, Afdeling I) bij het koninklijk besluit van 17 november 1994 met betrekking tot de jaarrekening van verzekeringsondernemingen;

— vermenigvuldigd met een percentage van 1,88 pct. en nogmaals;

— vermenigvuldigd met het tarief van de aftrek voor risicokapitaal van toepassing voor het betreffende aanslagjaar. ».

**Art. 98.** Dans la partie I, titre V, chapitre III, section II, du même Code, il est inséré un article 239/1, rédigé comme suit :

« Art. 239/1. L'article 207, alinéas 4 et 5, est d'application aux établissements de crédit relevant d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et qui, conformément à la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, sont habilités à exercer leurs activités en Belgique, soit par voie d'installation d'une succursale, soit sous le régime de la libre prestation de services.

L'article 207, alinéas 6 et 7, est d'application aux entreprises d'assurances relevant d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et qui, conformément à la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, sont habilitées à exercer leurs activités en Belgique, soit par voie d'installation d'une succursale, soit sous le régime de la libre prestation de services. ».

**Art. 99.** L'article 536 du même Code, inséré par la loi du 13 décembre 2012, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Aucune déduction du report pour capital à risque ne peut être appliquée sur la partie du bénéfice déterminé après application de l'article 207, alinéas 4 à 7, qui provient de la réduction des déductions telle que prévue par ces alinéas. ».

**Art. 100.** Les articles 96 à 99 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2016.

#### TITRE 5. — *Mobilité*

##### CHAPITRE UNIQUE. — *Entreprises publiques. — Contribution relative aux allocations familiales*

**Art. 101.** Les alinéas 2 à 5 de l'article 124 de la loi-programme du 19 décembre 2014 sont remplacés comme suit :

« Pour 2015, cette contribution est fixée pour chaque entreprise comme suit :

- 1° BPost : un montant de 13.609.000 euros;
- 2° Belgacom : un montant de 4.134.000 euros;
- 3° Belgocontrol : un montant de 273.000 euros;
- 4° HR Rail : un montant de 57.439.000 euros.

Pour 2016 et les années suivantes, le montant à verser par chaque entreprise est égal au montant repris à l'alinéa 2, indexé et adapté proportionnellement à l'évolution du nombre de travailleurs statutaires de chaque entreprise concernée.

L'indexation est calculée en fonction de l'évolution de l'indice applicable aux salaires de la fonction publique de décembre de l'année qui précède l'année concernée, comparé à l'indice de référence de décembre 2014.

L'effectif pris en compte est l'effectif des agents statutaires au 31 décembre de l'année qui précède l'année concernée, comparé à l'effectif de référence du 31 décembre 2014. Les effectifs sont exprimés en équivalents temps pleins et sont communiqués au Service public fédéral Mobilité et Transports par les entreprises concernées chaque année pour le 31 mars au plus tard. ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Poitiers, le 10 août 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
Ch. MICHEL

Le Ministre de l'Emploi et de l'Economie,  
K. PEETERS

Pour le Ministre des Télécommunications et de la Poste, absent :

La Ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol  
et de la Société nationale des Chemins de fer belges,

Mme J. GALANT

**Art. 98.** In deel I, titel V, hoofdstuk III, afdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 239/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 239/1. Artikel 207, vierde en vijfde lid, is van toepassing op de kredietinstellingen die ressorteren onder een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en die, overeenkomstig de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen, gemachtigd zijn om hun activiteiten op het Belgisch grondgebied uit te oefenen ofwel door de vestiging van een bijkantoor, ofwel in het kader van het vrij verrichten van diensten.

Artikel 207, zesde en zevende lid, is van toepassing op de verzekeringsondernemingen die ressorteren onder een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en die, overeenkomstig de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, gemachtigd zijn om hun activiteiten op het Belgisch grondgebied uit te oefenen ofwel door de vestiging van een bijkantoor, ofwel in het kader van het vrij verrichten van diensten. ».

**Art. 99.** Artikel 536 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 december 2012, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Geen aftrek van de overdracht voor risicokapitaal kan worden toegepast op het gedeelte van de winst vastgesteld na toepassing van artikel 207, vierde tot zevende lid, dat voortkomt uit de vermindering van de aftrekken waarin deze leden voorzien. ».

**Art. 100.** De artikelen 96 tot 99 treden in werking vanaf aanslagjaar 2016.

#### TITEL 5. — *Mobiliteit*

##### ENIG HOOFDSTUK. — *Overheidsbedrijven. — Bijdrage betreffende de kinderbijslag*

**Art. 101.** Het tweede tot het vijfde lid van artikel 124 van de programmawet van 19 december 2014 worden vervangen als volgt :

« Voor 2015 wordt deze bijdrage voor iedere onderneming vastgesteld als volgt :

- 1° BPost : een bedrag van 13.609.000 euro;
- 2° Belgacom : een bedrag van 4.134.000 euro;
- 3° Belgocontrol : een bedrag van 273.000 euro;
- 4° HR Rail : een bedrag van 57.439.000 euro.

Voor 2016 en de volgende jaren is het door iedere onderneming te storten bedrag gelijk aan het bedrag vermeld in het tweede lid, geïndexeerd en proportioneel aangepast aan de evolutie van het aantal statutaire werknemers van elke betrokken onderneming.

De indexering wordt berekend in functie van de evolutie van de index die van toepassing is op de lonen van de openbare dienst van december van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken jaar, vergeleken met de referentie-index van december 2014.

Het aantal werknemers dat in rekening wordt gebracht is het aantal werknemers die statutaire ambtenaren zijn op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken jaar, vergeleken met het referentie-aantal werknemers op 31 december 2014. Het aantal werknemers wordt uitgedrukt in voltijdse equivalenten en wordt ieder jaar door de betrokken ondernemingen meegedeeld aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer uiterlijk op 31 maart. ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Poitiers, 10 augustus 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
Ch. MICHEL

De Minister van Werk en Economie,  
K. PEETERS

Voor de Minister van Telecommunicatie en Post, afwezig :

De Minister van Mobiliteit,  
belast met Belgocontrol  
en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,  
Mevr. J. GALANT

Pour la Ministre des Affaires sociales  
et de la Santé publique, absente :

La Ministre de la Mobilité,  
chargée de Belgocontrol  
et de la Société nationale des Chemins de fer belges,  
Mme J. GALANT

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Pour le Ministre des Classes moyennes,  
des Indépendants et des P.M.E., absent :

La Ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol  
et de la Société nationale des Chemins de fer belges,

Mme J. GALANT

Le Secrétaire d'Etat à la lutte contre la Fraude sociale  
et à la Protection de la vie privée :

B. TOMMELEIN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54-1125.

Compte rendu intégral : 24 juillet 2015.

Voor de Minister van Sociale Zaken  
en Volksgezondheid, afwezig :

De Minister van Mobiliteit,  
belast met Belgocontrol  
en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,  
Mevr. J. GALANT

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

Voor de Minister van Middenstand, Zelfstandigen  
en K.M.O.'s, afwezig :

De Minister van Mobiliteit,  
belast met Belgocontrol  
en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,  
Mevr. J. GALANT

De Staatssecretaris voor Bestrijding  
van de Sociale Fraude en Privacy,  
B. TOMMELEIN

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-1125.

Integraal verslag : 24 juli 2015.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2015/14201]

**17 JUILLET 2015. — Arrêté royal relatif au montant attribué au SPF  
Mobilité et Transports pour le suivi de la politique en matière de  
sécurité routière des services de police pour l'année 2015**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 décembre 2005 relative à l'établissement et au  
financement des plans d'action en matière de sécurité routière,  
l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, 1<sup>er</sup> tiret, inséré par la loi-programme du 23 décem-  
bre 2009;

Vu les avis des Inspecteurs des Finances donnés les 4 mai 2015  
et 17 juin 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juin 2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre de la  
Mobilité et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le montant octroyé au Service public fédéral Mobilité et  
Transports pour le suivi de la politique en matière de sécurité routière  
des services de police en application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, 1<sup>er</sup> tiret, de  
la loi du 6 décembre 2005 relative à l'établissement et au financement  
des plans d'action en matière de sécurité routière est fixé pour  
l'année 2015 à 248.000 euros.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le  
ministre qui a la Circulation routière dans ses attributions sont chargés,  
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. JAMBON

La Ministre de la Mobilité,  
Mme J. GALANT

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2015/14201]

**17 JULI 2015. — Koninklijk besluit betreffende het bedrag toegekend  
aan de FOD Mobiliteit en Vervoer voor de opvolging van het  
verkeersveiligheidsbeleid van de politiediensten voor het jaar 2015**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 december 2005 betreffende de opmaak en  
financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid op artikel 5,  
§ 1, 2°, eerste streepje, ingevoegd bij de programmawet van 23 decem-  
ber 2009;

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van Financiën gegeven  
op 4 mei 2015 en 17 juni 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting,  
gegeven op 18 juni 2015;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de  
Minister van Mobiliteit en op het advies van de in Raad vergaderende  
Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het bedrag dat wordt toegekend aan de Federale Over-  
heidsdienst Mobiliteit en Vervoer voor de opvolging van het verkeers-  
veiligheidsbeleid van de politiediensten in toepassing van artikel 5, § 1,  
2°, 1<sup>ste</sup> streepje, van de wet van 6 december 2005 betreffende de opmaak  
en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid, bedraagt,  
voor het jaar 2015, 248.000 euro.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minis-  
ter bevoegd voor het Wegverkeer zijn, ieder wat hem betreft, belast met  
de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 juli 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

De Minister van Mobiliteit,  
Mevr. J. GALANT